

**Assemblée générale**

Distr. générale
24 novembre 2014
Français
Original : anglais

Soixante-neuvième session

Point 149 de l'ordre du jour

**Financement de la Force intérimaire de sécurité
des Nations Unies pour Abyei****Exécution du budget de la Force intérimaire de sécurité
des Nations Unies pour Abyei pour l'exercice
allant du 1^{er} juillet 2013 au 30 juin 2014****Rapport du Secrétaire général****Table des matières**

	<i>Page</i>
I. Introduction	5
II. Exécution du mandat	6
A. Considérations générales	6
B. Utilisation des crédits	6
C. Activités d'appui de la mission	9
D. Coopération avec les autres organismes des Nations Unies au niveau régional	12
E. Partenariats et coordination avec l'équipe de pays	13
F. Cadres de budgétisation axée sur les résultats	13
III. Exécution du budget	39
A. Ressources financières	39
B. Ressources financières du Centre de services régional d'Entebbe	40
C. Récapitulatif des réaffectations de ressources	41
D. Évolution des dépenses mensuelles	41
E. Autres recettes et ajustements	42



F.	Matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome	42
G.	Montant des contributions non budgétisées	43
IV.	Analyse des écarts	43
V.	Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre	47
VI.	Récapitulatif des demandes et recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires approuvées par l'Assemblée générale et des recommandations du Comité des commissaires aux comptes	48
A.	Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.	48
B.	Comité des commissaires aux comptes	49

Résumé

La corrélation entre les dépenses de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (FISNUA) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2013 au 30 juin 2014 (exercice 2013/14) et l'objectif de la mission est mise en évidence dans des tableaux axés sur les résultats et organisés par composante (sécurité, gouvernance et surveillance de la frontière, appui).

Les dépenses de fonctionnement de la Force pour l'exercice considéré se sont élevées à 255,4 millions de dollars, ce qui représente un taux d'exécution du budget de 77,6 %, le montant total des crédits approuvés à ce titre pour l'exercice précédent étant de 257,8 millions de dollars, soit un taux d'exécution du budget de 99,97 %.

Le montant des ressources utilisées à la rubrique Militaires et personnel de police a été de 26,6 millions de dollars inférieur aux prévisions. Les dépenses de la mission au titre des rations ont été inférieures aux prévisions, et ce, pour deux raisons : d'une part, les réserves de rations de combat de l'année passée ont satisfait en partie aux besoins en 2013/14; d'autre part, le rythme de consommation des rations de combat a été moindre que prévu. Par ailleurs, le Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière en est toujours au stade de la capacité opérationnelle initiale et n'a pas atteint son plein déploiement en mars 2014 comme il était prévu dans le budget révisé pour 2013/14. Les dépenses de fonctionnement ont été inférieures de 47,2 millions de dollars à la prévision, ce qui s'explique essentiellement par la lenteur de la mise en place du programme de construction et par la reconfiguration des moyens aériens de la mission consécutive à l'évolution des besoins. L'exécution des crédits au titre du personnel civil a été supérieure de 0,1 million de dollars aux prévisions, principalement parce que les taux d'occupation des postes pour le personnel recruté sur les plans international et national ont été plus élevés que prévu initialement, compensés par des taux d'occupation des postes inférieurs aux prévisions pour les Volontaires des Nations Unies et le personnel temporaire (autre que pour les réunions).

Exécution du budget : ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1^{er} juillet 2013 au 30 juin 2014.)

Catégorie de dépenses	Montant alloué	Dépenses	Écart	
			Montant	Pourcentage
Militaires et personnel de police	140 960,7	114 312,6	26 648,1	18,9
Personnel civil	24 946,5	25 059,0	(112,5)	(0,5)
Dépenses opérationnelles	163 201,4	115 991,4	47 210,0	28,9
Montant brut	329 108,6	255 363,0	73 745,6	22,4
Recettes provenant des contributions du personnel	2 082,7	1 815,3	267,4	12,8
Montant net	327 025,9	253 547,7	73 478,2	22,5
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	–	–	–	–
Total	329 108,6	255 363,0	73 745,6	22,4

Exécution du budget : ressources humaines

<i>Catégorie de personnel</i>	<i>Effectif approuvé^a</i>	<i>Effectif prévu</i>	<i>Effectif réel (moyenne)</i>	<i>Taux de vacance (pourcentage)^b</i>
Observateurs militaires	225	225	124	44,9
Contingents	5 101	4 407	3 929	10,8
Police des Nations Unies	50	50	19	62,0
Personnel recruté sur le plan international	149	137	108	21,2
Personnel recruté sur le plan national	108	98	65	33,7
Volontaires des Nations Unies	37	34	17	50,0
Emplois de temporaire ^c				
Personnel recruté sur le plan international	16	16	3	81,3

^a Niveau maximum de l'effectif autorisé.

^b Compte tenu de l'effectif réel et de l'effectif prévu, mois par mois.

^c Financés à la rubrique Personnel temporaire (autre que pour les réunions).

Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre sont énoncées au chapitre V du présent rapport.

I. Introduction

1. Le budget de fonctionnement de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (FISNUA) pour l'exercice 2013/14 a été présenté dans le rapport du Secrétaire général en date du 18 janvier 2013 (A/67/704 et Corr.1). Il s'élevait à 305 351 200 dollars (montant net : 303 362 700 dollars) et couvrait le déploiement de 225 observateurs militaires, 3 975 militaires des contingents, 50 membres de la Police des Nations Unies, 130 agents recrutés sur le plan international, 97 agents recrutés sur le plan national (dont 15 administrateurs), 33 Volontaires des Nations Unies et 16 emplois de temporaire recruté sur le plan international.

2. Au paragraphe 44 de son rapport du 15 avril 2013 (A/67/780/Add.18), le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a recommandé à l'Assemblée générale d'ouvrir des crédits d'un montant brut de 293 221 200 dollars pour l'exercice 2013/14.

3. Par sa résolution 67/270, l'Assemblée générale a ouvert un crédit d'un montant brut de 290 640 000 dollars (montant net : 288 651 500 dollars) aux fins du fonctionnement de la mission pour l'exercice 2013/14.

4. Par sa résolution 2104 (2013), le Conseil de sécurité a décidé de porter à 5 326 hommes le plafond des effectifs autorisés afin de fournir un élément de protection pour permettre le déploiement intégral d'observateurs nationaux des deux parties dans le siège du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière et dans chaque poste de commandement de secteur. Le personnel supplémentaire se composait de 1 096 soldats et de 30 officiers d'état-major.

5. Un budget révisé de la FISNUA pour l'exercice 2013/14 a été présenté à l'Assemblée générale dans le rapport du Secrétaire général en date du 10 octobre 2013 (A/68/519). Ce budget s'élevait à un montant brut de 339 310 800 dollars (montant net : 337 215 600 dollars), soit une augmentation d'un montant brut de 48 670 800 dollars (montant net : 48 564 100 dollars), par rapport au montant des crédits ouverts par l'Assemblée dans sa résolution 67/270. Les ressources supplémentaires devaient permettre de financer le déploiement de 1 126 membres des contingents, de 19 agents recrutés sur le plan international, de 11 agents recrutés sur le plan national et de 4 Volontaires des Nations Unies.

6. Dans son rapport en date du 22 novembre 2013, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a recommandé que l'Assemblée générale ouvre un crédit d'un montant brut de 38 468 600 dollars pour l'exercice 2013/14 (A/68/620, par. 31), en plus du crédit de 290 640 000 dollars déjà ouvert par l'Assemblée dans sa résolution 67/270.

7. Par sa résolution 68/258 A, l'Assemblée générale a ouvert un crédit d'un montant brut de 38 468 600 dollars (montant net : 38 374 400 dollars) aux fins du fonctionnement de la mission pour l'exercice 2013/14, venant s'ajouter au montant brut de 290 640 000 dollars (montant net : 288 651 500 dollars) approuvé antérieurement dans la résolution 67/270. Le montant total du crédit ouvert (329 108 600 dollars) a été mis en recouvrement auprès des États Membres.

II. Exécution du mandat

A. Considérations générales

8. Le mandat de la FISNUA a été établi par le Conseil de sécurité dans sa résolution 1990 (2011), puis prorogé dans des résolutions ultérieures du Conseil. Le mandat applicable à l'exercice considéré est celui que le Conseil a énoncé dans ses résolutions 2104 (2013), 2126 (2013) et 2156 (2014).

9. La Force a pour mandat d'aider le Conseil de sécurité à atteindre un objectif général, qui est de faciliter la mise en œuvre de l'Accord conclu le 20 juin 2011 entre le Gouvernement de la République du Soudan et le Mouvement populaire de libération du Soudan concernant les arrangements provisoires pour l'administration et la sécurité de la zone d'Abyei, en permettant le retour des déplacés, en assurant la protection des civils, en favorisant l'administration pacifique de la zone d'Abyei et en aidant le Mécanisme conjoint à créer une zone frontalière démilitarisée et sécurisée.

10. Dans le cadre de cet objectif général, la FISNUA a contribué à un certain nombre de réalisations au cours de l'exercice considéré, en exécutant les principaux produits décrits dans les tableaux ci-après, qui présentent les réalisations et les produits par composante (Sécurité, gouvernance et surveillance de la frontière, Appui).

11. On trouvera dans le présent rapport une évaluation des résultats de l'exercice 2013/14 effectuée sur la base des tableaux axés sur les résultats présentés dans le budget. En particulier, y sont mis en regard, d'une part, les indicateurs de succès effectifs – qui mesurent les progrès accomplis pendant l'exercice par rapport aux réalisations escomptées – et les indicateurs de succès prévus et, d'autre part, les produits exécutés et les produits prévus.

B. Utilisation des crédits

12. Malgré la persistance des tensions entre les communautés, la FISNUA est parvenue à préserver la stabilité des conditions de sécurité au cours de l'exercice. En témoignent principalement la facilitation de la migration dans le calme et dans l'ordre des nomades misseriya d'octobre 2013 à juin 2014 (quelque 70 000 nomades au plus fort de la migration) et le retour d'environ 20 733 Ngok Dinka déplacés vers leurs lieux d'origine dans la zone d'Abyei. Par son action, la mission a permis d'empêcher que des violences n'éclatent entre communautés au cours de ce processus. Dans ce contexte, la FISNUA est parvenue à mettre en œuvre sa stratégie pluridimensionnelle de prévention et d'atténuation des conflits. Cette stratégie se déclinait en plusieurs axes : réalisation d'un suivi et d'évaluations des cas justifiant une alerte rapide; maintien d'une zone de désengagement entre les communautés locales par le déploiement de contingents dans tous les foyers de tension potentiels, par l'organisation de patrouilles diurnes et nocturnes musclées et dissuasives et par une surveillance aérienne; maintien d'un dialogue constant avec les communautés locales dans le cadre des comités mixtes de sécurité et avec les autorités soudanaises et sud-soudanaises.

13. La Force a également désarmé des individus armés dans la zone d'Abyei et amené des groupes armés à se retirer de la région. Les tensions ont sensiblement augmenté au cours de l'exercice à la suite du déploiement dans la zone de milices

misseriya et d'éléments armés de l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS) et de la Police nationale sud-soudanaise en provenance du Soudan du Sud. Grâce au déploiement en force de la FISNUA et à son dialogue constant avec le Gouvernement du Soudan et le Gouvernement du Soudan du Sud, la présence de ces éléments n'a pas dégénéré en conflit et, malgré plusieurs accrochages en février et mars 2014, ces groupes se sont depuis retirés de la zone d'Abyei. Toutefois, le Gouvernement soudanais a maintenu la présence de 120 à 150 policiers dans le complexe pétrolier de Difra dans le nord d'Abyei.

14. Au cours de l'exercice, le Gouvernement soudanais et le Gouvernement sud-soudanais n'ont fait aucun progrès dans la mise en œuvre de l'Accord du 20 juin 2011, notamment dans la mise en place des institutions provisoires mixtes prévues par le texte. Depuis l'assassinat du Chef suprême des Ngok Dinka par les milices misseriya le 4 mai 2013, les deux parties n'ont pas été en mesure de réunir le Comité mixte de contrôle d'Abyei. Il ne leur a donc pas été possible d'avancer dans la mise en place de l'Administration de la zone d'Abyei, du Conseil de la zone d'Abyei et du Service de police d'Abyei. Le fossé entre les parties s'est encore creusé à la suite du référendum unilatéral organisé par les Ngok Dinka en octobre 2013, au cours duquel les électeurs se sont prononcés à une écrasante majorité en faveur du rattachement de la zone d'Abyei au Soudan du Sud. Pour ces raisons, la mission n'est pas parvenue à appuyer le fonctionnement de ces institutions, objectif fixé dans son mandat.

15. L'assassinat, en mai 2013, du Chef suprême a marqué un tournant majeur dans les relations entre misseriya et Ngok Dinka. Après cela, les quelques progrès qui avaient été accomplis dans le rapprochement des deux communautés ont été perdus. Plusieurs accords sur le partage des eaux, qui avaient été facilités par la FISNUA, ont échoué. À la fin de l'exercice, les quelques villes et villages où cohabitaient les deux communautés ne comptaient plus un seul misseriya. La situation a été encore exacerbée à la suite du référendum unilatéral d'octobre 2013, les Ngok Dinka demandant que les résultats de la consultation soient reconnus avant d'autoriser les nomades misseriya en transhumance à traverser les zones habitées par leur communauté.

16. Devant l'absence de progrès, la FISNUA a multiplié les démarches politiques auprès des deux parties pour les engager à reprendre sans délai les réunions du Comité mixte de contrôle d'Abyei afin de lui permettre, comme le prévoit son mandat, d'exercer ses pouvoirs essentiels de contrôle en matière politique, administrative et de sécurité sur la zone d'Abyei au nom des Présidents des deux pays. Par ailleurs, la mission a engagé le dialogue avec les deux parties et les communautés locales pour les convaincre de soutenir l'organisation d'une conférence de paix conjointe entre les chefs traditionnels des Ngok Dinka et des misseriya en vue d'apaiser les tensions sur le terrain et de trouver des solutions aux préoccupations des communautés locales relatives à la migration, à la réinstallation des déplacés et à l'ordre public. Dans le prolongement de l'examen stratégique du mandat de la FISNUA, dont le Conseil de sécurité s'est félicité dans sa résolution 2156 (2014), ce dialogue a été élargi à la FISNUA, au Secrétariat, à la Commission de l'Union africaine et au Gouvernement éthiopien. Le premier cycle de consultations avec les Gouvernements du Soudan et du Soudan du Sud a eu lieu en juin 2014. L'objectif de cette démarche était de promouvoir l'adoption des mesures concrètes nécessaires à la consolidation des acquis de l'action menée par la FISNUA pour préserver la stabilité des conditions de sécurité, en engageant les deux

gouvernement à aider la mission à mettre en œuvre les engagements minimums pris par les parties en ce qui concerne la zone d'Abyei.

17. Au cours de l'exercice, la FISNUA a continué d'appuyer les efforts déployés pour rendre pleinement opérationnel le Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière. Le Mécanisme est demeuré au stade de la capacité opérationnelle initiale, avec seulement un quartier général à Abyei et des postes de commandement de secteur à Kadugli et à Gok Machar. À la fin de juin 2014, le nombre d'observateurs déployés de la FISNUA, du Soudan et du Soudan du Sud était de respectivement 29, 32 et 34. Un détachement précurseur de 117 militaires chargés de la protection de la Force a été déployé au poste de commandement de secteur à Kadugli en septembre 2013. Après l'achèvement des infrastructures nécessaires à Gok Machar, une section (38 hommes) du détachement précurseur de protection de la Force a été déployée au poste de commandement de secteur de Gok Machar en juin 2014.

18. Au cours de l'exercice 2013/14, le Mécanisme a mené au total 34 missions de vérification et de surveillance aériennes le long des 2 200 kilomètres de la zone frontalière démilitarisée et sécurisée. Ces missions ont toutefois dû être suspendues du 22 novembre 2013 au 16 juin 2014 après la décision du Gouvernement du Soudan du Sud de retirer temporairement la participation de ses observateurs au Mécanisme jusqu'à ce soit réglée la question de la détermination des coordonnées géographiques de la ligne médiane de la zone et de leur utilisation pour procéder à la délimitation des couloirs frontaliers, en particulier dans les régions de Joda et Tichwin. Pendant cette période, la FISNUA a constamment rappelé aux deux gouvernements la nécessité de reprendre immédiatement les activités du Mécanisme afin que les parties respectent les engagements essentiels pris pour assurer la sécurité aux frontières et que le Mécanisme puisse s'acquitter pleinement de son mandat. Par ailleurs, la mission a engagé le Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine et les deux parties à organiser une réunion extraordinaire du Mécanisme conjoint pour les questions politiques et la sécurité en vue de régler les questions en suspens touchant à l'emplacement de la ligne médiane de la zone frontalière. Par suite de ces démarches, le 27 mai 2014, le Gouvernement du Soudan du Sud a annoncé son intention de reprendre sa participation aux activités du Mécanisme. Les opérations de surveillance aériennes ont officiellement repris le 16 juin 2014. Toutefois, le Mécanisme n'a pas été en mesure de commencer les patrouilles terrestres pendant cette période, car le nombre de militaires chargés de la protection de la Force était encore insuffisant.

19. Au cours de l'exercice considéré, la FISNUA a déployé en moyenne 124 observateurs militaires des Nations Unies et 3 929 membres des contingents militaires, dont 100 officiers d'état-major. La composante militaire de la Force a continué d'être déployée dans trois secteurs, dotés d'un bataillon chacun. Le poste de commandement a été installé à Diffra pour le secteur nord, à Doukra pour le secteur centre et à Anthony pour le secteur sud. Les contingents de la FISNUA ont été déployés sur 10 sites tout au long de l'exercice et ont couvert trois bases d'opérations supplémentaires pendant la saison sèche (de novembre à juin). Au cours de l'exercice 2013/14, 52 patrouilles par jour ont été menées en moyenne.

20. Du fait du blocage de la mise en œuvre de l'Accord du 20 juin 2011, le Soudan et le Soudan du Sud n'ont fait aucun progrès dans la mise en place du Service de police d'Abyei. Le personnel de police a mené un certain nombre d'activités :

fourniture de conseils au Chef de la mission et commandant de la Force sur des questions d'ordre public; communication avec les communautés locales dans le domaine du maintien de l'ordre; appui à la composante militaire dans le cadre du maintien de l'ordre public. En outre, la composante de police a régulièrement participé aux réunions du Comité mixte de sécurité et apporté son concours aux mécanismes locaux de prévention et de réduction de la criminalité, notamment aux trois comités de protection communautaires non armés, qui ont assuré une certaine sécurité au sein des communautés dans le centre et le sud d'Abyei.

21. À la suite de consultations avec les chefs locaux en vue de déterminer les champs d'action prioritaires, la FISNUA a entamé la mise en œuvre de six projets à effet rapide portant sur les services de base au profit des communautés locales en collaboration avec des partenaires d'exécution non gouvernementaux, notamment les organisations Global Aid Hand et Abyei Community Action for Development.

22. Les conditions de sécurité ont continué de se détériorer après l'assassinat, le 4 mai 2013, du Chef suprême des Ngok Dinka entraînant non seulement la réinstallation d'agents locaux soudanais qualifiés d'Abyei à Kadugli mais également de graves interruptions dans l'acheminement des biens et des services jusqu'à la zone d'Abyei, ce qui a pesé sur la mise en œuvre du programme de construction. Les livraisons de carburant ont été perturbées au début de l'exercice par un problème de sécurité, qui a entraîné la saisie par des groupes rebelles de trois camions de fournisseurs.

23. Au 30 juin 2014, la mission avait pourvu 35 des 53 postes d'administrateur recruté sur le plan international approuvés, 75 des 96 postes d'appui approuvés, et 7 des 16 emplois de temporaire approuvés. La FISNUA a continué de se heurter à des restrictions de visa pour les Volontaires des Nations Unies, dont seuls 21 des 37 postes approuvés ont été pourvus.

24. La mission a encore eu du mal à trouver des candidats qualifiés pour occuper les postes vacants d'agent recruté sur le plan national. Malgré tous les efforts déployés, elle n'a pas été en mesure de recruter de nouveaux agents nationaux au cours de l'exercice, ce qui explique que le nombre de postes occupés reste de 65 sur 108.

C. Activités d'appui de la mission

25. Au cours de l'exercice 2013/14, la mission a poursuivi la mise en œuvre des deux grands marchés de construction conclus à la fin de l'exercice 2012/13 : a) l'aménagement des camps et la remise en état des routes; et b) la construction de l'aérodrome d'Anthony. Bien qu'elle ait accompli d'importants progrès dans l'exécution des travaux de terrassement (défrichage et remblayage), la mission n'a pas été en mesure d'achever la construction de la piste d'atterrissage d'Anthony au cours de l'exercice.

26. Les sous-traitants de l'ONU ravitaillant Abyei par le nord se sont heurtés à des difficultés aussi bien pour livrer leurs marchandises, du fait des activités des groupes armés sévissant au Soudan, que pour obtenir les autorisations des services de sécurité. Les fournisseurs soudanais de terres de remblai destinées à la piste d'atterrissage d'Anthony ont été contraints de décharger leur cargaison à 30 kilomètres de la zone du chantier, obligeant le maître d'œuvre à utiliser ses propres

camions pour acheminer le matériel jusqu'à sa destination finale. Ce contretemps a eu pour effet de ralentir la progression du projet et d'en accroître le coût, ces frais de transport supplémentaires n'étant pas prévus dans le contrat initial. Tous les autres fournisseurs d'équipements et de matériaux ont connu la même situation. Les sous-traitants provenant du nord ont livré leurs marchandises en divers lieux comme Diffra et Todach, où les contingents ont dû aller les chercher pour les transporter jusqu'à leurs destinations finales dans toute la zone d'Abyei.

27. Les conditions de sécurité au Soudan du Sud ont entravé la mise en œuvre de grands projets d'ingénierie à Malakal et pesé sur la capacité de la mission d'acheminer les matériaux de construction à Gok Machar et jusqu'à la piste d'atterrissage d'Anthony.

28. Au début de l'exercice 2013/14, la mission a réorganisé les priorités du programme de construction 2013/14 autour de 10 projets. Pour quatre de ces projets, d'un montant estimatif de 6,9 millions de dollars, la procédure d'achat était encore en cours à la fin de l'exercice. Ce chiffre tient compte du projet d'entretien de routes, dont le budget s'élève à 5,1 millions de dollars, pour lequel la mission a obtenu l'agrément technique mais pour lequel la procédure d'appel d'offres n'a pas été achevée à temps pour que le projet puisse être comptabilisé en dépenses à la fin du mois de juin 2014.

29. La mission a décidé de mettre en œuvre deux de ces projets, d'un montant de 1,5 million de dollars, en faisant appel aux moyens internes mais n'a pas été mesure de les achever au cours de l'exercice en raison d'un retard intervenu dans la livraison des équipements et matériaux nécessaires.

30. La mission n'a pas engagé les quatre autres projets, d'un montant estimatif de 2,1 millions de dollars, du fait de la réaffectation des ressources. Les ressources ont notamment été réaffectées à la construction, non prévue dans le budget, d'un camp d'une capacité de 200 personnes pour la nouvelle base opérationnelle de compagnie à Tajalei, lequel était en partie achevé à la fin de l'exercice et pouvait accueillir 140 membres de contingents. À Abyei, la mission a également poursuivi la construction d'un grillage de clôture métallique et terminé l'installation de 41 unités de logement destinées aux nouveaux membres du personnel.

31. En décembre 2013, la mission a été autorisée par l'Assemblée générale à lancer un programme de construction lié au Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance, nécessitant un surcroît de ressources d'un montant estimatif de 10,9 millions de dollars pour financer 14 nouveaux projets devant être menés à bien entre janvier et juin 2014. Cet objectif s'est révélé ambitieux compte tenu du calendrier serré de mise en œuvre ainsi que de la complexité et de la longueur des procédures d'achat dans le contexte de la détérioration des conditions de sécurité au Soudan du Sud.

32. Malgré ces contraintes, la mission a pu engager la majorité des projets de construction liés au Mécanisme au cours de l'exercice et achever la construction du quartier général temporaire et du poste de commandement de secteur à Kadugli ainsi que des logements destinés aux observateurs aux frontières et aux 264 militaires chargés de la protection. Elle a en outre partiellement achevé la préparation du chantier pour le poste de commandement de secteur à Gok Machar et construit des bureaux et des logements temporaires destinés au personnel et aux contingents.

33. La FISNUA a sollicité et obtenu l'aide de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD) pour mener les procédures d'appel d'offres relatives aux trois projets de construction de Bouram, mais n'a pas été en mesure de les mener à bien avant la fin de l'exercice.

34. La mission a lancé sans toutefois pouvoir le mener à bien le processus d'appel d'offres portant sur un camp d'une capacité de 500 hommes pour le poste de commandement de secteur à Malakal et sur une unité de transport aérien et a engagé la procédure d'appel d'offres relative à l'agrandissement de l'aire de trafic et à la construction de l'aire de stationnement de l'aéroport civil de Malakal. La FISNUA a reçu en février 2014 une délégation de pouvoir pour pouvoir passer un marché portant sur les travaux de préparation de chantier et d'infrastructure nécessaires pour la construction d'un camp ainsi que sur les travaux horizontaux liés à l'agrandissement de l'aire de trafic de l'aéroport de Malakal. Toutefois, la procédure de passation a été retardée au-delà du calendrier de mise en œuvre de 2013/14, en raison principalement des conditions de sécurité au Soudan du Sud.

35. Au cours de l'exercice, la mission a reconfiguré sa flotte d'avions. Dans le cadre de cette reconfiguration, elle a utilisé un CRJ200 au lieu du B200 de plus faible capacité, ce qui a réduit les délais de route pour les fonctionnaires entre Entebbe et Abyei de 12 à 5 heures et, partant, a amélioré la productivité des missions. La mission a également utilisé cet appareil pour d'autres itinéraires aériens comme celui de Kadugli-Khartoum-Entebbe, ce qui a permis de réduire le temps passé par le personnel de la FISNUA à Khartoum pour les formalités de visa et le montant des indemnités journalières de subsistance versé aux fonctionnaires à Entebbe.

36. Dans le cadre du nouveau contrat de fourniture de rations de la FISNUA, un entrepôt a été installé à Abyei et les rations ont été livrées à l'état-major de bataillon, lequel s'est ensuite chargé de les acheminer jusqu'aux autres sites. Ces dispositions ont permis à la mission, quatre mois seulement après le début du contrat, de cesser d'utiliser son hélicoptère Mi-26 qui servait pour l'essentiel à transporter des rations de Wau à Abyei.

37. Les conditions de sécurité ont entravé le déploiement de trois hélicoptères tactiques, en raison du retard pris dans la construction de la zone de stationnement à Malakal, qui doit être la base d'opérations principale pour les hélicoptères. La suspension des vols de patrouille du Mécanisme par le Gouvernement du Soudan du Sud en novembre 2013 a entraîné la sous-utilisation de deux hélicoptères de transport. En conséquence, la mission a décidé de ne pas remplacer le contrat portant sur un hélicoptère Mi-8, lorsque le contrat a expiré en février 2014, mais d'améliorer l'utilisation des hélicoptères restants. La reconfiguration de la flotte aérienne de la mission a eu pour effet net de réduire les frais de location et d'exploitation.

38. Au cours de la période considérée, la Section des services médicaux de la mission a fourni un appui à Gok Machar sous la forme d'une équipe médicale de l'avant et d'un dispensaire civil de niveau I appartenant aux Nations Unies. Le poste de commandement de secteur de Gok Machar est un site du Mécanisme qui ne disposait pas de services médicaux de niveau I appartenant aux contingents au cours de l'exercice 2013/14 en raison du retard dans le déploiement.

39. Au cours de la période considérée, la FISNUA a mis en œuvre le référentiel comptable IPSAS et établi des états financiers conformes aux normes IPSAS avec le concours du Centre de services régional d'Entebbe. La mission a inspecté,

rapproché et actualisé 99,2 % de ses biens durables et 99,8 % de ses immobilisations corporelles.

40. Au cours de l'exercice, la FISNUA, qui fait partie du groupe 1 dans le cadre d'Umoja-Démarrage au côté de 14 missions de maintien de la paix et du Centre de services régional d'Entebbe, a lancé le projet Umoja avec succès. La mise en service du progiciel a donné lieu à une période de transition et nécessité une intense période d'apprentissage de trois mois, qui a eu pour effet de ralentir l'enregistrement des opérations, la comptabilisation des dépenses et le paiement des fournisseurs.

41. Dans le but de réaliser des gains d'efficacité, la mission avait fait l'acquisition de 10 autocars devant servir à assurer la relève des troupes d'Abyei à Kadugli et ainsi réduire le recours aux hélicoptères. Le fournisseur n'ayant pas été en mesure d'exécuter la prestation, la mission a dû annuler le contrat. Par conséquent, la mission ne prévoit pas de réaliser les gains d'efficacité qui étaient recherchés par cette mesure et qui ont été prévus dans le rapport sur l'exécution du budget de 2012/13 et dans le rapport de présentation du budget de 2014/15.

D. Coopération avec les autres organismes des Nations Unies au niveau régional

42. Au cours de l'exercice 2013/14, la FISNUA a apporté un appui aérien à la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) en organisant l'évacuation aérienne de 824 ressortissants de pays de l'Autorité intergouvernementale pour le développement à la suite de la crise au Soudan du Sud. Les hélicoptères de la mission ont été sollicités lors de ces opérations, qui ont duré cinq jours (du 27 au 31 décembre 2013).

43. La mission a signé un mémorandum d'accord prévoyant que les missions déployées dans les pays voisins fourniraient les rations aux forces du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière.

44. La mission a continué d'avoir recours aux services d'appui du Centre de services régional d'Entebbe. Elle était également liée par des mémorandums d'accord conclus avec la MINUSS, la MINUAD et le Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine portant sur la fourniture de divers services d'appui en des lieux situés dans les zones d'opérations de ces missions. En outre, elle a signé un contrat de services global avec l'ensemble des organismes, fonds et programmes des Nations Unies présents dans sa zone d'opérations.

45. Au cours de l'exercice 2013/14, la mission a signé un mémorandum d'accord avec la MINUAD portant sur la construction du camp de Bouram du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière et a collaboré avec la MINUSS à la construction du camp de Malakal.

46. La mission a poursuivi sa collaboration avec la Section des services médicaux de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo à Entebbe dans les domaines de l'hospitalisation et des soins médicaux dans ses installations et dans les hôpitaux de niveau III sous contrat en Ouganda.

E. Partenariats et coordination avec l'équipe de pays

47. Les organismes, fonds et programmes des Nations Unies ont participé à la définition et à la mise en œuvre des projets à effet rapide, de façon à tirer parti des effets de synergie pour fournir les infrastructures de base et l'appui nécessaires aux communautés locales. Pour améliorer la coordination et la collaboration avec l'équipe de pays des Nations Unies qui travaille dans la zone d'Abyei, la FISNUA a coordonné des réunions d'information quotidiennes qui ont facilité un large échange de renseignements et de données d'analyse entre la mission et les représentants des organismes des Nations Unies. En sa qualité de Coordonnateur de la sécurité pour le secteur, le Chef de la mission s'est périodiquement réuni avec l'équipe de gestion de la sécurité de la zone pour examiner les conditions générales de sécurité régnant dans la région d'Abyei et trouver des moyens concrets de parer aux risques, menaces ou défis nouveaux ou potentiels, afin d'améliorer la sécurité et la sûreté du personnel et des biens de l'ONU.

F. Cadres de budgétisation axée sur les résultats

Composante 1 : sécurité, gouvernance et surveillance de la frontière

48. La Force a dans l'ensemble maintenu des conditions de sécurité stables, malgré les tensions latentes et la précarité de la situation dans la zone d'Abyei. Grâce à la mise en œuvre réussie de sa stratégie de prévention et d'atténuation des conflits, elle a pu faciliter le retour, dans le calme et l'ordre, des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays ainsi que la migration des nomades. Elle a maintenu une forte présence dissuasive afin de prévenir d'éventuelles incursions de groupes armés irréguliers dans la zone d'Abyei.

49. Du fait de l'impasse politique dans laquelle se trouvent le Soudan et le Soudan du Sud en ce qui concerne l'application de l'Accord du 20 juin 2011, l'établissement des institutions mixtes provisoires prévues dans l'Accord n'a pas progressé et le Comité mixte de contrôle d'Abyei précédemment établi ne s'est pas réuni au cours de l'exercice. Le manque de services de base, d'infrastructure et de dispositifs de maintien de l'ordre qui en résulte demeure très préoccupant. Afin d'atténuer la gravité de la situation et en l'absence du Service de police d'Abyei, la composante police de la Force a conseillé la composante militaire sur les questions ayant trait à l'insécurité, aux opérations antiémeutes et au maintien de l'ordre. Elle a également fourni des conseils et un appui aux membres du Comité de protection communautaire non armé et à la population locale de la zone d'Abyei dans son ensemble.

50. La Force a continué à apporter son appui à la mise en place intégrale du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière, dont les capacités opérationnelles sont restées à leur stade initial, en déployant des observateurs et des troupes de protection au siège du Mécanisme conjoint et dans deux postes de commandement de secteur. Les opérations de surveillance et de vérification aériennes du Mécanisme conjoint ont cependant été interrompues pendant six mois, le Gouvernement sud-soudanais ayant décidé de retirer temporairement ses observateurs tant que la question des coordonnées géographiques de la ligne médiane de la zone frontalière démilitarisée et sécurisée n'aurait pas été réglée. Grâce aux interventions répétées de la Force auprès des deux

parties, les opérations de surveillance et de vérification aériennes du Mécanisme conjoint ont repris vers la fin de l'exercice.

Réalisation escomptée 1.1 : Instauration d'un climat de sûreté et de sécurité pour permettre des retours volontaires en toute sécurité, une migration pacifique et l'acheminement de l'aide humanitaire; et renforcement des capacités du Service de police d'Abyei, conformément à l'Accord du 20 juin 2011

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

1.1.1 Poursuite des opérations de retour librement consenti des personnes déplacées dans leurs lieux d'origine (2011/12 : 10 333; 2012/13 : 56 500; 2013/14 : 79 700)

20 733 personnes déplacées sont revenues de leur plein gré dans leur lieu d'origine au cours de l'exercice 2013/14, ce qui porte à 61 000 à la fin du mois de juin 2014 le nombre estimatif total de personnes rentrées à Abyei.

L'amélioration des conditions de sécurité suite au maintien du contrôle de la zone par le personnel des contingents militaires a créé des conditions propices au retour des personnes déplacées dans leurs foyers et à la reconstruction de leurs habitations. La Force a pris des mesures de sécurité supplémentaires pour assurer leur arrivée à bon port. Du fait des tensions intercommunautaires latentes et de la présence de groupes armés irréguliers dans la zone, le nombre de retours n'a pas été aussi élevé qu'il aurait pu l'être et les opérations de retour ne sont pas achevées.

En raison de la poursuite du conflit au Soudan du Sud et de l'amélioration des conditions de sécurité dans le sud de la zone d'Abyei grâce à d'importantes patrouilles, 3 685 Ngok Dinka déplacés ont trouvé refuge dans trois villages du secteur Sud, à savoir Rumamier, Majak et Magar.

1.1.2 Aucune attaque contre le personnel humanitaire (2011/12 : 0; 2012/13 : 0; 2013/14 : 0)

Objectif atteint. Aucune attaque contre le personnel humanitaire n'a été signalée au cours de l'exercice 2013/14.

1.1.3 Aucun cas de violences intercommunautaires signalé durant la migration (2011/12 : 2; 2012/13 : 0; 2013/14 : 0)

Douze cas de violences intercommunautaires ont été signalés durant la saison de migration. La surveillance intensive et le contrôle de la zone exercés par la Force ont permis de réduire au minimum le nombre de heurts de ce type. À la suite de vols de bétail, 2 civils ngok dinka ont trouvé la mort le 18 mai 2014 dans le sud de la zone d'Abyei et 4 autres le 14 juin 2014 dans la localité d'Abyei.

1.1.4 Zone d'Abyei exempte de tous personnels armés, biens et armes autres que ceux appartenant à la FISNUA et au Service de police d'Abyei

La présence de personnels armés, biens et armes a été observée à 56 reprises au cours de l'exercice, notamment la présence de forces armées du Soudan et du Soudan du Sud et de membres armés de la population locale.

De 120 à 150 membres environ de la police soudanaise chargée de garder les champs pétroliers ont continué d'être affectés au complexe de Diffra.

1.1.5 Bon fonctionnement des institutions établies par l'Accord du 20 juin 2011 (Administration de la zone d'Abyei, Conseil exécutif de la zone d'Abyei, Service de police d'Abyei et Comité mixte de contrôle d'Abyei)

Aucun progrès n'a été réalisé en ce qui concerne l'application de l'Accord du 20 juin 2011 et l'établissement des institutions mixtes provisoires prévues dans ce cadre. À la suite de l'assassinat du Chef suprême ngok dinka le 4 mai 2013 par des miliciens misseriya, le Gouvernement sud-soudanais a refusé de siéger au Comité mixte de contrôle d'Abyei. Aucun progrès n'a de ce fait été réalisé en ce qui concerne les modalités de mise en place des autres institutions mixtes provisoires. La Force a continué d'intervenir sans relâche auprès des deux parties aux fins de la reprise des réunions du Comité mixte et de l'application intégrale de l'Accord du 20 juin 2011.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>		<i>Observations</i>
547 500 jours-hommes de patrouille dans la zone d'Abyei pour assurer la sécurité et maîtriser, vérifier et surveiller la zone, ainsi que pour déceler et prévenir les incursions (30 soldats par patrouille × 50 patrouilles par jour × 365 jours)	565	950	Jours-homme de patrouille ont été effectués pour surveiller et évaluer les conditions de sécurité dans la zone de responsabilité, y exercer son autorité et témoigner de la présence de la Force, chaque patrouille comprenant en moyenne 30 soldats. Les patrouilles visaient également à vérifier la présence de groupes armés et d'éléments armés non autorisés dans la zone de responsabilité. Le nombre de patrouilles a considérablement augmenté pendant la saison sèche (novembre à juin) par rapport aux autres périodes de l'année et aux années précédentes, en raison de la proximité étroite d'un plus grand nombre de Ngok Dinka rentrant chez eux et de nomades misseriya, en particulier dans le centre de la zone d'Abyei. Les patrouilles constamment menées afin de maintenir la zone de désengagement entre les deux communautés ont constitué une dimension essentielle de la stratégie de prévention et d'atténuation des conflits de la Force.
5 475 patrouilles d'observateurs militaires des Nations Unies pour surveiller et vérifier le redéploiement de toutes les forces et assurer la liaison avec les populations et les autorités locales dans la zone administrative d'Abyei afin d'assurer l'alerte rapide et d'atténuer les litiges (10 équipes × 1,5 patrouille par jour × 365 jours)	6	570	Patrouilles d'observateurs militaires des Nations Unies ont été effectuées, principalement afin d'assurer la liaison avec les chefs communautaires locaux et évaluer les conditions générales de sécurité dans la zone de responsabilité. Il a fallu augmenter le nombre de patrouilles pendant la migration saisonnière, 14 équipes d'observateurs militaires effectuant alors une ou deux patrouilles par jour.

1 022 heures de vol pour observer la démilitarisation des groupes armés et enquêter sur les incidents (0,7 heure par hélicoptère par jour × 4 hélicoptères × 365 jours)

Organisation et facilitation de 120 réunions visant à favoriser la paix et la coexistence pacifique entre les communautés misseriya et dinka, 10 réunions du Comité mixte de contrôle d'Abyei, 10 réunions du Comité directeur de haut niveau intégré du Service de police d'Abyei et 10 réunions du Comité mixte des observateurs militaires

Appui à 25 comités de police de proximité établis dans la localité d'Abyei et les gros villages; et réalisation de 25 programmes de formation et de sensibilisation pour le Service de police d'Abyei et les communautés locales dans la zone d'Abyei

555 Heures de vol ont été effectuées pour observer la démilitarisation des groupes armés et enquêter sur les incidents. Les patrouilles aériennes ont été menées en moyenne quatre fois par semaine, à bord de deux ou trois hélicoptères, ce qui a permis de surveiller l'ensemble de la zone d'Abyei. Le faible nombre d'heures de vol d'observation s'explique principalement par le fait que les opérations de surveillance et de vérification aériennes du Mécanisme conjoint ont été suspendues du 22 novembre 2013 au 27 mai 2014 à la suite de la décision du Gouvernement sud-soudanais de retirer ses observateurs tant qu'une solution n'aurait pas été apportée à ses préoccupations concernant la zone frontalière démilitarisée et sécurisée. Au total, le Mécanisme conjoint a mené à bien 34 opérations de surveillance et de vérification aériennes.

12 Réunions du Comité mixte des observateurs militaires présidées par le Chef de mission/Commandant de la Force ont été organisées pour s'entretenir avec les membres et observateurs soudanais et sud-soudanais du Comité et évaluer la situation.

À la suite de l'assassinat du Chef suprême ngok dinka le 4 mai 2013 par des miliciens misseriya, les deux communautés n'ont pu tenir de réunion pour la paix et la coexistence et le Gouvernement sud-soudanais a refusé de siéger au Comité mixte de contrôle d'Abyei. Aucun progrès n'a de ce fait été réalisé en ce qui concerne les modalités de mise en place des autres institutions mixtes provisoires.

La Force a continué d'intervenir sans relâche auprès des deux parties aux fins de la reprise des réunions du Comité mixte et de l'application intégrale de l'Accord du 20 juin 2011. Elle a également continué d'intervenir auprès des communautés locales et des Gouvernements soudanais et sud-soudanais en les invitant à soutenir l'organisation d'une conférence commune pour la paix qui réunirait les chefs coutumiers ngok dinka et misseriya.

3 Comités de protection communautaire non armés ont été constitués dans le centre et le sud de la zone d'Abyei. Des activités de sensibilisation ont été menées auprès de groupes de surveillance de quartier à Agok,

- Abyei, Marial Achak et Rumamier. Les Gouvernements soudanais et sud-soudanais ne se sont pas mis d'accord sur les modalités d'établissement du Service de police d'Abyei.
- 11 Séances de formation de la population locale ont été dispensées en coopération avec le PNUD et les autorités coutumières sur la gestion des conflits, les droits de l'homme pour les tribunaux locaux, la violence sexuelle et sexiste et les droits de l'homme pour les associations de femmes, le maintien de l'ordre pour les membres des comités de protection communautaire non armés, et la population dans son ensemble a été informée du mandat de la Force.
- 4 Programmes de sensibilisation de la population locale ont été dispensés, sur les dangers des mines terrestres, par le Service de la lutte antimines des Nations Unies, et sur la sécurité du bétail, à l'intention des éleveurs d'Abyei
- 2 555 patrouilles d'équipes mixtes d'observateurs militaires (7 équipes × 1 patrouille par jour × 365 jours)
- 1 821 Patrouilles d'équipes mixtes d'observateurs militaires ont été effectuées. Seules 3 équipes mixtes d'observateurs militaires ont été constituées. En raison de l'instabilité des conditions de sécurité, les observateurs de la Force ont effectué des patrouilles distinctes avec une équipe d'observateurs soudanais dans le nord de la zone d'Abyei et avec deux équipes d'observateurs sud-soudanais dans le sud de la zone.
- Conseils et participation à 3 réunions du mécanisme de coordination intermissions sur la migration visant à faciliter l'organisation de la migration annuelle habituelle, avec la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) et l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD)
- 2 Réunions du mécanisme de coordination intermissions sur la migration ont bénéficié des conseils et de la participation de la Force.
- Conseils lors de 20 réunions de comités conjoints de sécurité auxquelles participent les différents groupes ethniques de la zone d'Abyei, avec pour objectif d'assurer la sécurité et la stabilité dans la zone et de permettre un plus grand nombre de retours de personnes déplacées
- 47 Réunions du Comité mixte de sécurité ont été facilitées par la Force et ont été organisées séparément avec les communautés misseriya et ngok dinka. La Force a établi dans les trois secteurs des comités mixtes de sécurité, qui se sont réunis une ou deux fois par semaine pour débattre de questions relatives à la sécurité, à la migration des nomades, à la réinstallation des personnes déplacées, à la stratégie de prévention et d'atténuation des conflits de la Force et aux besoins d'aide humanitaire. Ces

540 patrouilles mixtes avec le Service de police d'Abyei, à Abyei, Agok et Diffra afin de vérifier que les opérations de la police locale sont conformes aux normes universellement acceptées, de promouvoir la confiance et de dispenser une formation pratique sur le terrain en matière de patrouille (3 policiers des Nations Unies par patrouille × 2 patrouilles par jour × 90 jours)		réunions ont été organisées plus fréquemment pendant la migration saisonnière.
Réalisation de 10 projets à effet rapide contribuant au relèvement et à la reconstitution des communautés locales et à la consolidation des conditions permettant d'établir durablement la paix et la stabilité	Non	Les Gouvernements soudanais et sud-soudanais ne se sont pas mis d'accord sur les modalités d'établissement du Service de police d'Abyei.
	Non	La Force a restructuré le programme de projets à effet rapide, qui comprend maintenant 6 projets au lieu des 10 initialement proposés. À la fin de l'exercice, ces projets étaient en cours de réalisation à Goli et Um Khariet (fourniture et installation de puits artésiens; installation de réservoirs en acier surélevés et de clôtures), ainsi qu'à Minyan Anyiel, Mijak, Rumamier, Nynkuac, Mitrok et DOUNGOP (fourniture de broyeurs.
		Ils sont mis en œuvre en partenariat avec Global Aid Hand et Abyei Community Action for Development.

Réalisation escomptée 1.2 : Mise en place et fonctionnement effectif du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

1.2.1 Déploiement complet de la FISNUA au siège du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière, dans les postes de commandement de secteur et les bases d'opérations

Le Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière est resté au stade des capacités opérationnelles initiales, du fait de la suspension pendant six mois de ses opérations au cours de l'exercice et des retards qui en ont résulté dans le déploiement des éléments de protection nécessaires de la Force. Le siège du Mécanisme conjoint et les postes de commandement de secteur de Kadugli et de Gok Machar sont opérationnels. Au total, 121 membres des unités de protection de la Force ont été déployés auprès du Mécanisme pendant l'exercice. À la fin du mois de juin 2014, les deux autres postes de commandement de secteur situés à Buram et à Malakal étaient en cours d'établissement.

1.2.2 Surveillance et vérification par le Mécanisme conjoint de 40 % de la zone frontalière démilitarisée et sécurisée

Le déploiement du Mécanisme conjoint s'est effectué conformément à ce qui était prévu au stade des capacités opérationnelles initiales, c'est-à-dire qu'il a eu lieu à Kadugli et Gok Machar. Des opérations aériennes de surveillance et de vérification ont été menées dans l'ensemble de la zone frontalière démilitarisée et sécurisée

pendant l'exercice. Les patrouilles terrestres ont été reportées dans l'attente du déploiement d'un nombre suffisant de membres des unités de protection de la Force. Les opérations aériennes de surveillance et de vérification ont été interrompues du 22 novembre 2013 au 27 mai 2014 à la suite de la décision du Gouvernement sud-soudanais de retirer ses observateurs.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>		<i>Observations</i>
3 650 patrouilles terrestres (10 équipes × 1 patrouille par jour × 365 jours) et 156 patrouilles aériennes (3 fois par semaine x 52 semaines) effectuées par les équipes du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière	Non		Aucune patrouille terrestre n'a été effectuée car il était stipulé dans le concept d'opérations du Mécanisme conjoint en date du 31 octobre 2013 qu'au stade des capacités opérationnelles initiales seules des missions restreintes de vérification et de surveillance aériennes seraient menées. Cela est principalement dû au fait qu'il s'agissait d'une phase de mise en place des capacités opérationnelles. Des patrouilles terrestres devaient être menées à la suite du déploiement d'un nombre suffisant de membres des unités de protection de la Force.
	34		Patrouilles aériennes ont été effectuées au cours de l'exercice. Les opérations aériennes de surveillance et de vérification ont été interrompues du 22 novembre 2013 au 27 mai 2014 à la suite de la décision du Gouvernement sud-soudanais de retirer ses observateurs. Après la reprise des opérations, 5 ou 6 patrouilles ont été menées par mois.
Vérification de 340 km d'itinéraires et nettoyage de 70 km de route potentiellement pollués par des mines et des restes explosifs de guerre	350		Kilomètres ont été vérifiés.
	389		Kilomètres ont été déminés.
			Les travaux ont été effectués sur des voies jugées prioritaires pour la mission, notamment tous les tronçons de la voie reliant le siège du secteur 1 du Mécanisme conjoint situé à Gok Machar au quartier général de la Force à Abyei, permettant ainsi d'emprunter en toute sécurité cet axe central. L'établissement de levés, le déminage et la neutralisation des engins explosifs se poursuivent dans l'ensemble de la zone d'Abyei afin d'améliorer la sécurité des membres du personnel des Nations Unies, des acteurs humanitaires et des populations locales. Le Service de la lutte antimines des Nations Unies a en particulier procédé à des levés non techniques dans 24 zones de la localité d'Abyei

	et 97 villages des environs, ce qui lui a permis d'enlever et de détruire en toute sécurité 72 restes explosifs de guerre. En outre, des équipes de lutte antimines ont mené des opérations de déminage des zones de combat sur tous les sites où la FISNUA exerce ses activités afin de localiser et d'éliminer les restes explosifs de guerre.
Conseils dans le cadre d'échanges périodiques avec le Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière aux niveaux du siège, des secteurs et des bases d'opérations pour contribuer à coordonner et à planifier la supervision et la vérification de la mise en œuvre du document directif conjoint sur la sécurité de la frontière en date du 30 mai 2011	Oui La Force a contacté tous les mois le Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière pour coordonner les vols de vérification (26 échanges au niveau du siège, 25 au niveau des secteurs et 23 au niveau des bases d'opérations).
10 missions de vérification d'itinéraires effectuées par jour par les équipes de déminage	Non À la fin de l'exercice, la Force n'avait pas encore commencé à effectuer des patrouilles terrestres dans le cadre du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière, de sorte que les équipes d'appui aux patrouilles du Mécanisme conjoint n'avaient pas non plus entrepris les missions d'inspection et de déminage correspondantes. Afin de veiller à ce que les patrouilles terrestres du Mécanisme conjoint disposent des compétences techniques nécessaires quand elles commenceraient, le Service de la lutte antimines a accrédité 13 équipes d'appui aux patrouilles. Grâce à ces équipes, les deux postes de commandement disposent de capacités de destruction des mines et munitions explosives en cas d'urgence. Des équipes d'appui aux patrouilles ont en outre été déployées dans la zone d'Abyei pour mener des activités de relevé non techniques, afin d'accroître les capacités de déminage à l'appui des priorités de la Force. Pour renforcer les capacités d'intervention du personnel du Mécanisme conjoint, des équipes du Service de la lutte antimines ont dispensé des modules de formation à 79 observateurs nationaux et membres du Mécanisme conjoint, observateurs militaires des Nations Unies et membres de la Force. La formation a porté entre autres sur les risques d'explosion, les mines et la sensibilisation aux restes explosifs de guerre et aux armes, les soins de base et les

consignes de sécurité à respecter sur le terrain. En outre, des messages de sensibilisation aux dangers des mines ont été diffusés auprès de 638 Casques bleus et 87 membres du personnel de la Force à l'occasion de la Journée internationale de sensibilisation aux dangers des mines et d'assistance à la lutte antimines.

Composante 2 : appui

51. Au cours des six premiers mois de l'exercice, le taux de vacance moyen des contingents déployés a été de 3,6 %. La révision du mandat de la mission a eu pour effet d'ajouter 1 126 militaires aux effectifs autorisés. En raison de la suspension des activités du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière et du simple maintien d'une capacité opérationnelle initiale avec un déploiement minimal dans les sites du Mécanisme, le taux de vacance en ce qui concerne le personnel militaire des contingents a été en moyenne de 10,8 % sur l'ensemble de l'exercice et a atteint 22,4 % en juin 2014. La mission a également continué de subir des retards dans le déploiement des observateurs militaires en raison de problèmes de visas.

52. De nouvelles difficultés d'ordre logistique ont fait surface en raison de la situation sécuritaire au Soudan du Sud, qui a contraint la mission à revoir ses plans et ses priorités. Du matériel et des fournitures ont dû être acheminés entre Abyei et des sites tels que Gok Machar par la route, à travers certaines zones du Soudan du Sud. Les violences et la situation incertaine ont continué de restreindre l'accès des sous-traitants à la zone d'Abyei.

53. Bien que 15 postes supplémentaires de personnel temporaire (autre que pour les réunions) aient été approuvés pour la section du génie de la mission dans le cadre de l'augmentation des ressources budgétaires pour l'exercice 2013-2014, la mission a continué d'éprouver des difficultés à disposer d'une masse critique de personnel du génie.

54. Du fait des infrastructures routières limitées et de l'absence d'aéroports et de voies ferrées, la mission a dû continuer d'avoir recours à des hélicoptères pour satisfaire ses principaux besoins opérationnels et logistiques, encore que dans une moindre mesure, car le nouveau contrat d'approvisionnement en rations a permis de résilier le contrat de location d'un hélicoptère Mi-26.

55. L'assouplissement qui s'est maintenu au cours de l'exercice en ce qui concerne les restrictions de visas pour le personnel recruté sur le plan international a permis d'accélérer l'entrée en fonctions de cette catégorie de personnel. Le taux de vacance la concernant, compte non tenu du personnel temporaire (autre que pour les réunions) a été en moyenne de 21,2 % au cours de l'exercice 2013-2014.

Réalisation escomptée 2.1 : Renforcement de l'efficacité de l'appui fourni à la mission dans les domaines de la logistique, de l'administration et de la sécurité

*Indicateurs de succès prévus**Indicateurs de succès effectifs*

2.1.1 Achèvement de cinq nouvelles bases opérationnelles de compagnie et d'un poste de commandement pour la surveillance de la frontière

Au cours de l'exercice considéré, la mission a terminé la construction du quartier général provisoire de la Force et du poste de commandement de secteur de Kadugli, pouvant accueillir 264 membres de la force de protection et observateurs aux frontières.

La mission a achevé la préparation du site du poste de commandement de secteur de Gok Machar et construit, à l'aide des stocks existants de locaux préfabriqués, des logements et des bureaux temporaires destinés au personnel et aux contingents. Une section y était déjà installée fin juin 2014. La mission a également acheté tous les équipements de logements et d'infrastructures nécessaires à l'achèvement de ces travaux, malgré les retards de livraison dus à la situation au Soudan du Sud.

La mission a entamé, mais n'a pas pu achever, la procédure d'appel d'offres pour un camp d'une capacité de 500 personnes devant abriter le poste de commandement de secteur et l'unité de transport aérien militaire de Malakal. La mission a également lancé la procédure d'appel d'offres pour l'agrandissement de l'aire de trafic et la construction d'une voie de circulation à l'aéroport civil. Ces projets ont pris du retard en raison de la détérioration des conditions de sécurité dans l'État du Haut-Nil (Soudan du Sud).

La mission a démarré et partiellement terminé la construction d'un camp d'une capacité de 240 personnes pour la nouvelle base opérationnelle de compagnie de Tajalei, pouvant accueillir 140 militaires des contingents à la fin de l'exercice.

2.1.2 Progrès dans l'application des normes IPSAS et la mise en œuvre d'Umoja

Objectif atteint. La mission a réussi la transition aux normes IPSAS, qu'elle a utilisées pour l'établissement des soldes d'ouverture de l'exercice 2013-2014. Avec le soutien du Centre de services régional, la mission a poursuivi la refonte des procédures de compilation et de publication des données conformément aux normes IPSAS.

Au cours de l'exercice considéré, la FISNUA, qui fait partie du groupe 1 d'Umoja-Démarrage, lequel comprend 14 missions de maintien de la paix et le Centre de services régional d'Entebbe, a lancé Umoja avec succès.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
------------------------	--	---------------------

Améliorations des services

Troisième année d'un plan triennal de construction de 11 sites pour la mission

Oui Au cours de l'exercice 2013-2014, la mission a mené des travaux d'entretien, d'amélioration et de réparation dans les 9 sites existants (Agok, Diffra, quartier général d'Abyei, Farouk, Todach, Doukra, route d'Abyei, Banton et Athony) et a partiellement terminé la construction d'un nouveau site à Tajalei. Elle a également achevé les travaux de construction du site de Kadugli et commencé ceux de Gok Machar en appui au Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière.

Appui au passage aux normes IPSAS, notamment refonte des modalités de fonctionnement, révision des instructions permanentes, et formation de tous les personnels chargés des finances, du budget et de la gestion du matériel au sein de la mission

Oui Le passage de la FISNUA aux normes IPSAS a été effectué comme prévu. Au cours de l'exercice, la mission a mis à jour ses instructions permanentes pour prendre en compte les changements apportés par la mise en place d'Umoja.

Appui à la mise en œuvre d'Umoja, notamment analyse de la qualité des données héritées du système précédent et nettoyage des données

Oui La mission a nettoyé toutes les données existantes nécessaires à la migration et à la mise en service d'Umoja à la date fixée, à savoir le 1^{er} novembre 2013.

Militaires, personnel de police et personnel civil

Déploiement, relève et rapatriement de 4 407 membres des contingents, 225 observateurs militaires et 50 agents de la Police des Nations Unies en moyenne

Déploiement, relève et rapatriement, en moyenne, de :

- 3 929 Membres des contingents. L'écart est dû principalement à la suspension des activités du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière et à la situation sécuritaire au Soudan du Sud.
- 124 Observateurs militaires. L'écart est dû principalement aux retards dans l'octroi de visas aux observateurs militaires provenant de pays autres que l'Éthiopie.
- 19 Membres de la Police des Nations Unies. L'écart est dû en partie à l'absence d'accord concernant la mise en place du Service de police d'Abyei.

Vérification, suivi et inspection du matériel appartenant aux contingents et du matériel de soutien autonome destiné aux militaires et au personnel de police

Administration d'un effectif moyen de 290 civils, dont 155 recrutés sur le plan international, 101 recrutés sur le plan national et 34 Volontaires des Nations Unies

Oui Au cours de l'exercice considéré, la mission a établi 110 rapports de vérification majeurs qui ont porté sur 14 corps de troupe déployés sur tout le territoire de la mission.

Administration d'un effectif moyen de 193 civils, dont :

Recrutés sur le plan international

111 Recrutés sur le plan national

Volontaires des Nations Unies

65 Le faible taux d'occupation des postes s'explique en partie par l'ajout de nouveaux postes dans la seconde moitié de l'exercice, 17 l'effectif civil autorisé ayant été augmenté de 12 %.

Mise en œuvre d'un programme de déontologie et de discipline pour l'ensemble du personnel militaire, du personnel de police et du personnel civil, prévoyant une formation, des activités de prévention et de suivi et des mesures disciplinaires

Oui Avec l'aide de la MINUSS, la FISNUA a dispensé une formation initiale à tout le personnel militaire et civil d'Entebbe à leur arrivée dans la mission. Le Groupe Déontologie et discipline de la MINUSS a en outre dispensé un cours de deux semaines sur l'exploitation et les atteintes sexuelles, en plus de la formation obligatoire de l'ONU.

Installations et infrastructures

Construction de 7 500 m² d'immeubles à usage de bureaux en dur à deux niveaux pour la nouvelle Maison des Nations Unies à Abyei, devant abriter le quartier général de la Force, un dispensaire de niveau 1 pour le personnel civil, des salles de conférence et une cafétéria, des logements en dur pour 89 membres du personnel recrutés sur le plan international, 22 Volontaires des Nations Unies, 29 vacataires des services télématiques, 87 officiers d'état-major, 40 observateurs militaires des Nations Unies, 50 membres de la Police des Nations Unies, 25 membres des équipages aériens et 15 unités de transit

Non Le programme de construction de la mission a été revu au début de l'exercice 2013-2014. Face au besoin immédiat de logements conformes aux normes de l'ONU pour accueillir le personnel militaire et civil à Abyei, la mission a décidé d'avoir recours pour son programme de construction à des modules préfabriqués. Compte tenu de l'environnement opérationnel et des conditions de sécurité à Abyei, la construction de locaux en dur aurait pris au moins deux ans et exigé dans tous les cas un recours temporaire à des modules à parois souples, en attendant que des structures en dur aient été construites.

Construction de 6 camps militaires pour accueillir 660 militaires, 9 membres du personnel recrutés sur le plan international, 2 Volontaires des Nations Unies, 10 membres du personnel recrutés sur le plan national et 140 observateurs militaires des Nations Unies en appui au Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière

En appui au Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière, la FISNUA a construit :

2 Camps militaires pouvant accueillir :
254 Militaires

Construction d'une piste d'atterrissage de 2 000 m, d'une voie de circulation, d'une aire de trafic et d'héliports dans 8 sites, et entretien de 12 héliports et pistes d'atterrissage dans 7 sites

Services d'assainissement dans 14 locaux, comprenant l'évacuation des eaux usées et la collecte et l'élimination des déchets

Exploitation et entretien de stations de purification de l'eau (26 appartenant à l'ONU et une aux contingents) dans 11 sites

4 Membres du personnel recrutés sur le plan international

2 Volontaires des Nations Unies

36 Observateurs militaires des Nations Unies

Les produits prévus étaient inscrits au budget 2013-2014 initial, qui a par la suite été modifié pour ne plus comprendre que quatre camps destinés au Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière, conformément au budget révisé approuvé en décembre 2013.

7 Héliports situés dans 4 sites ont été entretenus.

La mission a accompli des progrès considérables, mais n'a pas pu achever la construction de la piste d'atterrissage pour la fin juin 2014. Le contrat initial a été signé au début de l'exercice. Le constructeur a commencé à mobiliser les équipements nécessaires à la construction de la piste en novembre 2013, à la fin de la saison des pluies. Une procédure d'approbation de l'étude technique était nécessaire pour garantir le respect des normes. Les restrictions apportées aux déplacements des fournisseurs soudanais ont entraîné des retards considérables dans la livraison des terres spéciales nécessaires à la dernière couche de la piste d'atterrissage et de l'aire de trafic. Le constructeur a néanmoins terminé l'essentiel des travaux de terrassement, défrichage et remblayage, au cours de l'exercice 2013-2014. Le calendrier des travaux a été revu et le projet devrait être terminé en mars 2015.

10 Locaux ont bénéficié de services d'assainissement, comprenant l'évacuation des eaux usées et la collecte et l'élimination des déchets.

Exploitation et entretien de :

19 Stations de purification de l'eau appartenant à l'ONU dans 10 sites

1 Station de purification de l'eau appartenant aux contingents dans un site

L'entretien et les réparations courants ont été effectués dans tous les sites excepté ceux du

Exploitation et entretien de groupes électrogènes (98 appartenant à l'ONU et 77 aux contingents) dans 11 sites		<p>Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière, dont les camps n'avaient pas encore été établis.</p> <p>Exploitation et entretien de :</p> <p>128 Groupes électrogènes appartenant à l'ONU. Quinze autres étaient en attente de comptabilisation en pertes à la fin de l'exercice 2013-2014.</p> <p>34 Groupes électrogènes appartenant aux contingents dans 9 sites.</p> <p>L'entretien et les réparations courants ont été effectués dans tous les sites excepté ceux du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière, dont les camps n'avaient pas encore été établis.</p>
Entreposage et distribution de 8,5 millions de litres de carburant et de lubrifiant destinés aux groupes électrogènes	5,5 millions	<p>De litres de carburant diesel ont été entreposés et fournis pour les groupes électrogènes. Le principal facteur ayant contribué à cette consommation inférieure aux prévisions a été le non-déploiement des groupes électrogènes destinés au Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance à la frontière.</p>
Entretien et rénovation de 75 km d'axes de ravitaillement entre 7 camps ainsi que d'un pont		<p>La mission a assuré la réparation et l'entretien de :</p> <p>75 Kilomètres d'axes de ravitaillement entre les 7 camps. En outre, elle a réparé, avec ses propres moyens, plus de 100 km de routes menant à des camps provisoires saisonniers.</p>
Transports terrestres		
Distribution de 1,3 million de litres de carburant et de lubrifiant destinés aux transports terrestres	0,9 million	<p>Litres de gazole ont été entreposés et distribués pour les transports terrestres.</p> <p>La consommation a été inférieure aux prévisions parce que le Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière a déployé peu d'effectifs et de matériel.</p>
Service de navette quotidien 7 jours sur 7 pour le transport de 43 membres du personnel des Nations Unies en moyenne, de leur logement à la zone de la mission		<p>La FISNUA a assuré un service de navette à Kadugli pour le transport du personnel recruté au niveau national.</p> <p>5 Jours de service de navette assurés par semaine pour le transport de 15 membres du personnel des Nations Unies en moyenne. La mission a réussi à loger 38 personnes dans son complexe et n'a pas eu besoin d'assurer leur transport.</p>

Transports aériens

Exploitation et entretien, dans 11 sites, de 3 avions et de 10 hélicoptères, dont 3 appareils militaires

La FISNUA a assuré l'exploitation et l'entretien de :

3 Avions

5 Hélicoptères

Trois hélicoptères tactiques mis à la disposition de la mission en vertu de lettres d'attribution n'ont pas été utilisés pendant l'exercice car les travaux d'extension de la voie de circulation à Malakal, sur laquelle les appareils devaient être déployés, n'étaient pas achevés. Aux termes du nouveau contrat d'approvisionnement en rations, le fournisseur devait livrer les rations à la mission; par conséquent, le contrat de location de l'hélicoptère Mi-26 a été résilié en octobre 2013. Par ailleurs, le contrat de location d'un hélicoptère Mi-8 qui était venu à expiration en février 2014 n'a pas été renouvelé. À la fin de l'exercice 2013/14, seuls 5 hélicoptères étaient donc utilisés par la mission.

Distribution de 7,9 millions de litres de carburant et de lubrifiant destinés aux opérations aériennes

4,4 millions Litres de carburant et de lubrifiant destinés aux opérations aériennes ont été distribués.

Outre que les hélicoptères Mi-26 et Mi-8 ont été utilisés moins longtemps que prévu et que les trois hélicoptères tactiques n'ont pas été déployés, le nombre d'heures de vol effectif des autres appareils a été inférieur aux prévisions, d'où une consommation plus faible que prévu. Cet état de choses est dû en partie au fait que les vols pour le compte du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière ont été suspendus en novembre 2013.

Communications

Services d'appui et de maintenance pour un réseau de satellites comprenant 3 multiplexeurs, 15 récepteurs GPS, 6 microterminaux VSAT, 1 antenne fixe de 3,7 mètres, 9 antennes VSAT de 3,9 mètres sur remorque, 2 systèmes de microterminaux VSAT, 12 centraux téléphoniques et 29 liaisons hertziennes, 39 modems satellitaires, 9 terminaux à large bande INMARSAT, 18 stations terriennes permettant d'assurer des services de téléphonie, de télécopie, de visioconférence et de transmission de données

La FISNUA a assuré l'exploitation et l'entretien de :

3 Multiplexeurs

13 Récepteurs GPS. Deux récepteurs GPS ont été gardés en stock pour éventuellement être installés dans d'autres secteurs de la zone d'opérations de la mission.

6 Antennes VSAT fixes de 3,7 mètres

9 Antennes VSAT de 3,9 mètres sur remorque

Services d'appui et de maintenance pour un réseau de communication à très haute fréquence (VHF) et à ultra-haute fréquence (UHF) comprenant 162 radios VHF mobiles, 20 radios VHF fixes, 793 radios VHF portatives, 26 répéteurs VHF, 22 radios fixes à haute fréquence et 16 radios air-sol (8 fixes, 8 portatives)

- 2 Systèmes de microterminaux VSAT
 - 12 Centraux téléphoniques
 - 10 Liaisons hertziennes. 19 liaisons hertziennes ont été gardées en stock en prévision de la mise en place des bases d'opérations du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière.
 - 23 Modems satellitaires. 16 modems satellitaires ont été gardés en stock et n'ont pas été utilisés; 10 se trouvent à présent à Entebbe et seront livrés à la mission en même temps qu'une antenne parabolique de 7,3 mètres.
 - 2 Terminaux à large bande. Les 7 autres ont été gardés en stock comme pièces de rechange. Ils étaient destinés à faciliter le déploiement du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière, mais comme ce déploiement a été retardé, ils ont été gardés en stock pour éviter qu'ils ne soient utilisés à d'autres fins.
 - 18 Stations terriennes permettant d'assurer des services de téléphonie, de télécopie, de visioconférence et de transmission de données
- Durant l'exercice, le matériel informatique et de communication n'a pas été livré à la mission dans les délais prévus. De plus, les travaux de construction et de modernisation de l'infrastructure n'ont pas pu être menés dans les temps en raison du manque de matériaux et parce que la main-d'œuvre locale recrutée par la FISNUA a été requise ailleurs.
- Des services d'appui et de maintenance ont été assurés pour un réseau de communication VHF/UHF comprenant :
- 103 Radios VHF mobiles, dont 59 ont été gardées en stock pour être installées sur les nouveaux véhicules qui devraient être livrés durant l'exercice 2014/15.
 - 20 Radios VHF fixes
 - 250 Radios VHF portatives
- Le nombre de radios portatives est plus faible que prévu parce que la mission a décidé d'en mettre au rebut 283 arrivées à la fin de leur durée de vie utile. Depuis la mise en service des radios UHF Tetra, les radios VHF étaient moins

utilisées. 283 d'entre elles sont destinées à être comptabilisées en pertes; la majorité provenaient de la Mission des Nations Unies au Soudan (MINUS). La mission a assuré des services d'appui et d'entretien pour 260 radios Tetra portatives durant l'exercice 2013/14; d'autres unités Tetra devraient être commandées durant l'exercice 2014/15.

12 Répéteurs VHF. Les 14 autres ont été comptabilisés en pertes, la mission n'en ayant plus besoin depuis qu'elle a adopté la technologie Tetra.

9 Radios fixes à haute fréquence. 10 unités gardées en stock seraient installées à mesure que les bases d'opérations du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière seraient établies et que les abris du matériel de communication seraient mis en place. Les 2 restantes serviraient d'unités de secours.

2 Radios air-sol portatives

6 Radios air-sol fixes

La mise en place de certaines bases d'opérations permanentes du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière ayant pris du retard de même que l'entrée en activité du Mécanisme conjoint, les radios air-sol n'ont pas toutes été utilisées et entretenues. La mission les a gardées en stock pour les bases d'opérations qui devraient être mises en place durant l'exercice 2014/15.

Informatique

Services d'appui et de maintenance pour 28 serveurs, 135 ordinateurs de table, 400 ordinateurs portatifs, 160 imprimantes, 9 ordinateurs multifonctionnels, 23 expéditeurs numériques et un système d'information géographique (1 traceur/scanneur, 3 postes de travail, 1 ordinateur portable haut de gamme, 1 serveur, 2 tablettes) dans 26 sites

La mission a assuré des services d'appui et d'entretien pour le matériel suivant qui se trouvait dans 15 sites, en attendant l'ouverture d'autres sites du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière :

14 Serveurs hôtes qui faisaient fonctionner 51 serveurs virtuels

382 Ordinateurs de table. 72 autres ordinateurs de table devaient être comptabilisés en pertes à la fin de l'exercice 2013/14. D'autres doivent l'être durant l'exercice 2014/15.

Services d'appui et de maintenance pour les réseaux locaux et les réseaux à longue distance desservant 560 utilisateurs dans 26 sites et pour 7 réseaux à longue distance dans 2 sites

Services médicaux

Acquisition de 1 dispensaire de niveau 1 pour le Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière à Assosa

Gestion des moyens d'évacuation par voies terrestre et aérienne pour tous les sites de l'ONU, notamment pour l'évacuation vers des hôpitaux de niveau 3 dans 7 sites

Exploitation et entretien de structures de conseil et de dépistage volontaire et confidentiel du VIH à l'intention de l'ensemble du personnel de la mission et programme de sensibilisation au VIH, notamment grâce à la communication

- 286 Ordinateurs portatifs. 36 autres devaient être comptabilisés en pertes à la fin de l'exercice 2013/14.
- 108 Imprimantes, dont 38 en stock. 18 autres devaient être comptabilisées en pertes à la fin de l'exercice 2013/14.
- 18 Ordinateurs multifonctionnels. 5 autres devaient être comptabilisés en pertes à la fin de l'exercice 2013/14.
- 29 Expéditeurs numériques, dont 6 gardés en stock. Certains devaient être comptabilisés en pertes durant l'exercice 2014/15.
- 2 Traceurs/scanneurs
- La FISNUA a assuré des services d'appui et de maintenance pour :
- 8 Réseaux comptant 532 utilisateurs dans 15 sites ainsi que 3 réseaux à longue distance connectés par microterminaux et 5 réseaux à longue distance connectés par liaison hertzienne

Non Le siège du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière à Assosa a été fermé en mai 2013 et réinstallé à Kadugli. Le site du nouveau siège comptait 1 dispensaire de niveau 1 appartenant aux contingents qui assurait des services médicaux; la mission n'avait donc plus besoin d'acquérir un dispensaire.

Oui Les avions de l'ONU ont mené à bien au total 14 évacuations sanitaires, principalement vers Addis-Abeba, où un contrat a été passé avec un hôpital de niveau II pour d'autres traitements et soins nécessaires.

Comme il n'y avait aucun vol commercial à destination ou en provenance d'Abyei, la mission a continué d'effectuer les évacuations et les rapatriements avec ses propres moyens aériens.

Oui Durant l'exercice, la mission a organisé en moyenne 4 séances de conseil et de dépistage volontaire et confidentiel par mois. Ces services ont été fournis par les unités médicales

d'informations entre collègues, pour l'ensemble du personnel de la mission

Sécurité

Services de sécurité assurés 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 à l'ensemble de la mission, y compris protection rapprochée, 24 heures sur 24, des responsables de la mission et des personnalités en visite

24 évaluations de la sécurité des sites situés dans la zone de la mission, 12 évaluations de l'application des normes de sécurité opérationnelle applicables au domicile, 24 évaluations de l'application des normes minimales de sécurité opérationnelle et 12 visites auprès du personnel

appartenant aux contingents à tous les membres du personnel qui en faisaient la demande.

Oui La mission a assuré des services de sécurité 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 dans ses trois principales zones d'opérations, à savoir Abyei, Kadugli et Gok Machar. Elle a travaillé en coordination avec le pays fournisseur de contingents pour assurer la protection rapprochée des responsables de la mission et des personnalités en visite.

Non L'élaboration de comptes rendus de situation, la tenue des listes de personnel, la localisation du personnel, les habilitations de sécurité pour les mouvements de personnel et des exposés sur la sécurité ont été effectués quotidiennement. L'agent de sécurité de permanence et 44 gardes étaient de service 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. La Section de la sécurité de la FISNUA n'a pas été en mesure d'effectuer les 24 évaluations de la sécurité des sites situés dans la zone de la mission, les 24 évaluations de l'application des normes minimales de sécurité et les 12 visites du personnel qui étaient prévues car l'effectif d'agents de sécurité déployé était insuffisant et les routes n'étaient pas praticables durant la saison des pluies. Les évaluations de l'application des normes de sécurité opérationnelle applicables au domicile se sont avérées inutiles car les logements du personnel à Abyei et dans les secteurs étaient tous fournis par la mission.

La sécurité du contrôle des mouvements a été assurée pour la relève des officiers d'état-major et des contingents ainsi que pour tous les vols d'hélicoptère entre Djouba et Kadugli, et sur les itinéraires Abyei-Wau-Entebbe, Abyei-Gok Machar et Wau-Gok Machar, qui fonctionnent 6 jours par semaine.

Des moyens de communication étaient disponibles, et le respect des procédures de communication, entre la salle radio de l'agence commune au Programme alimentaire mondial (lorsqu'elle est ouverte), Abyei, Kadugli et Khartoum, a été contrôlé 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. La mise en place d'un réseau pour le Mécanisme conjoint de vérification et de

Formation à la sécurité et exercices élémentaires de lutte contre les incendies pour tous les nouveaux membres du personnel de la mission	<p>surveillance de la frontière était en cours à la fin de l'exercice.</p> <p>Oui La mission a organisé 12 séances de formation à la sécurité pour 131 membres du personnel militaire. Les exercices d'incendie périodiques n'ont pas pu avoir lieu parce qu'il n'y avait pas de responsable de la lutte anti-incendie à la mission.</p>
---	--

Centre de services régional

56. Au cours de l'exercice considéré, le Centre de services régional a continué d'offrir à ses missions clientes des prestations efficaces et rationnelles dans les domaines de la logistique et de l'administration, tels que l'enregistrement de l'arrivée et du départ du personnel et le traitement des demandes d'indemnité pour frais d'études, et d'assurer un certain nombre de fonctions liées aux finances, aux ressources humaines et à l'informatique, ou encore l'administration du Centre régional de formation et de conférences et du Centre de contrôle intégré des transports et des mouvements.

Réalisation escomptée 2.2 : Prestation d'un appui efficace et rationnel pour le contrôle des arrivées et des départs

<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>
2.2.1 Réduction du délai nécessaire pour accomplir les formalités d'enregistrement des arrivées du personnel recruté sur le plan international et des Volontaires des Nations Unies (2011/12 : plus de 95 % des arrivées enregistrées en 2 jours; 2012/13 : plus de 98 % des arrivées enregistrées en 2 jours; 2013/14 : plus de 98 % des arrivées enregistrées en 2 jours et 100 % des arrivées enregistrées en 7 jours)	89 % des formalités d'enregistrement des arrivées (personnel recruté sur le plan international, personnel recruté sur le plan national, Volontaires des Nations Unies et personnel en uniforme) accomplies au cours de la période considérée l'ont été en 2 jours; 98 % l'ont été sous 7 jours. La capacité du Centre de services régional d'atteindre l'objectif fixé a été compromise par des lacunes dans l'exécution des formalités d'enregistrement avant l'arrivée au Centre.
2.2.2 Réduction du délai nécessaire pour accomplir les formalités de départ du personnel recruté sur le plan international et des Volontaires des Nations Unies (2011/12 : 1 jour dans plus de 95 % des cas; 2012/13 : 1 jour dans plus de 98 % des cas; 2013/14 : 1 jour dans plus de 98 % des cas, mais jamais plus de 5 jours)	13 % des formalités de départ ont été accomplies en une journée; 41 % l'ont été en 5 jours. La capacité du Centre de services régional d'atteindre l'objectif fixé a été compromise par le retard pris par les missions clientes pour engager la procédure de départ, ce qui doit être fait 10 à 15 jours à l'avance.
2.2.3 Niveau de qualité des services accru grâce au maintien d'un délai rapide pour l'enregistrement des départs du personnel en tenue (2011/12 : procédure effectuée en 3 jours dans plus de 98 % des cas; 2012/13 : procédure effectuée en 3 jours dans plus de 98 % des cas; 2013/14 : procédure	14 % des formalités de départ ont été accomplies en 3 jours et 99 % sous 7 jours.

effectuée en 3 jours dans plus de 98 % des cas, sans jamais dépasser 7 jours)

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Administration des arrivées et des départs pour 26 membres du personnel civil (agents recrutés sur le plan international et Volontaires des Nations Unies)	66	Procédures effectuées pour la FISNUA (arrivées)
	45	Procédures effectuées pour la FISNUA (départs)
Administration des arrivées et des départs pour 61 membres du personnel en uniforme	125	Procédures effectuées pour la FISNUA (arrivées)
	63	Procédures effectuées pour la FISNUA (départs)

Réalisation escomptée 2.3 : Prestation d'un appui efficace et rationnel pour le traitement des demandes d'indemnité pour frais d'études

<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès d'effectifs</i>
2.3.1 Réduction du délai de règlement des demandes d'indemnité pour frais d'études pendant la période de pointe (juillet-octobre) (2011/12 : plus de 96 % des demandes traitées en moins de 7 semaines; 2012/13 : plus de 96 % des demandes traitées en moins de 7 semaines; 2013/14 : plus de 96 % en moins de 6 semaines)	91 % des 3 455 demandes ont été traitées en 6 semaines. Les retards constatés s'expliquent par le fait que certains membres du personnel n'avaient pas remis les documents requis à temps.
2.3.2 Réduction du délai de règlement des demandes d'indemnité pour frais d'études en période creuse (novembre-juin) (2011/12 : plus de 96 % des demandes traitées en moins de 4 semaines; 2012/13 : plus de 96 % des demandes traitées en moins de 4 semaines; 2013/14 : plus de 96 % en moins de 3 semaines)	75 % des 1 872 demandes déposées ont été traitées dans les 3 semaines. Les retards constatés s'expliquent par le fait que certains membres du personnel n'avaient pas remis les documents requis à temps.
2.3.3 Réduction du pourcentage de demandes d'indemnité pour frais d'études renvoyées aux missions (2011/12 : 20 %; 2012/13 : moins de 15 %; 2013/14 : moins de 12 %)	19 % des demandes ont été renvoyées aux missions.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Traitement de 6 demandes d'indemnité pour frais d'études	133	Demandes d'indemnité pour frais d'études traitées pour la FISNUA

Réalisation escomptée 2.4 : Prestation d'un appui efficace et rationnel aux clients par le Centre régional de formation et de conférences

<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès d'effectifs</i>
2.4.1 Augmentation du nombre de membres du personnel formés au Centre régional de formation et de conférences (2011/12 : 4 835; 2012/13 : 3 000; 2013/14 : 6 000)	Objectif atteint. 7 114 participants ont assisté aux formations dispensées au Centre régional de formation et de conférences. Si le résultat est supérieur aux prévisions, c'est grâce à l'utilisation accrue qui a été faite des moyens existants pour la tenue de réunions et de séances de formation liées à Umoja.
2.4.2 Rapidité du temps de réponse aux demandes de formation reçues par le Centre régional de formation et de conférences (2011/12 : 24 heures dans 98 % des cas; 2012/13 : 24 heures dans 98 % des cas; 2013/14 : 24 heures dans 98 % des cas)	79 % des demandes de formation reçues ont été traitées sous 24 heures.
2.4.3 Accroissement du degré de satisfaction des participants aux formations (2011/12 : 98,8 % des participants satisfaits ou plus que satisfaits; 2012/13 : 99 % des participants satisfaits ou plus que satisfaits; 2013/14 : 99 % des participants satisfaits ou plus que satisfaits)	82 % des clients ont été satisfaits (selon l'enquête menée en février 2014). Parmi tous les domaines d'activité du Centre de services régional, c'est ce service qui a obtenu le degré de satisfaction le plus élevé.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Organisation au niveau régional de 250 stages de formation et conférences auxquels participent 104 membres du personnel de la FISNUA	314	Sessions de formation et conférences régionales, auxquelles ont assisté 355 membres du personnel de la FISNUA

Réalisation escomptée 2.5 : Prestation d'un appui efficace et rationnel au titre des mouvements des contingents au niveau régional

<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès d'effectifs</i>
2.5.1 Augmentation du nombre des vols affrétés au titre des mouvements des contingents au niveau régional dont la coordination est assurée par le Centre de contrôle intégré des transports et des mouvements (2011/12: 292; 2012/13: 330; 2013/14: 1 179)	Coordination de 453 vols pour le transport des contingents et du personnel de police assurée par le Centre de contrôle intégré des transports et des mouvements. Le résultat a été inférieur aux objectifs fixés pour les raisons suivantes : a) la modification de la politique régissant les mouvements des contingents, désormais organisés sur une base annuelle, d'où un accroissement de l'espace alloué aux bagages et de leur poids maximal autorisé par personne, ce qui a rendu nombre de mouvements de contingents prévus irréalisables sur l'appareil de type MD83; b) l'annulation du contrat d'exploitation du MD83 en février 2014, qui a substantiellement réduit la capacité du Centre de procéder aux mouvements de contingents selon le calendrier prévu
2.5.2 Réduction du temps nécessaire pour trouver des moyens de transport pour les mouvements des	N'a pu être mesuré en raison de l'absence d'outils appropriés pour ce faire

contingents et du personnel de police (2011/12 : s.o.; 2012/13 : s.o.; 2013/14 : 5 jours dans 96 % des cas, sans jamais dépasser 14 jours)

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Coordination de 120 vols pour le transport des contingents à bord d'appareils des Nations Unies affrétés pour de longues durées	0	Aucun vol coordonné pour la FISNUA au titre du transport de contingents

Réalisation escomptée 2.6 : Prestation d'un appui efficace et rationnel pour répondre à un accroissement des demandes de services de transport en période de pointe

<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès d'effectifs</i>
2.6.1 Augmentation du niveau de satisfaction quant aux services de transport en période de pointe (2011/12 : s.o.; 2012/13 : s.o.; 2013/14 : 88 %)	Selon l'enquête menée en février 2014, 69 % des clients ont déclaré être satisfaits, contre 67 % en juillet 2013.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
12 vols effectués pour la FISNUA en période de pointe	0	Aucun vol effectué pour la FISNUA en période de pointe

Réalisation escomptée 2.7 : Prestation de services financiers bien conçus et efficaces

<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès d'effectifs</i>
2.7.1 Réduction du délai de règlement des factures de fournisseurs (2011/12 : s.o.; 2012/13 : 98 % des factures réglées dans les 28 jours; 2013/14 : 98 % des factures réglées dans les 27 jours)	Objectif atteint. 98 % des factures ont été réglées sous 27 jours; toutefois, le règlement des factures de fournisseurs n'a pas été effectué par le Centre de services régional pour la FISNUA au cours de l'exercice considéré.
2.7.2 Réduction du délai de traitement des demandes de remboursement du personnel (2011/12 : s.o.; 2012/13 : 98 % des demandes traitées dans les 28 jours suivant le dépôt; 2013/14 : 98 % des demandes traitées sous 21 jours)	30 % des demandes traitées dans les 21 jours suivant leur dépôt
2.7.3 Traitement rapide des virements électroniques (2011/12 : s.o.; 2012/13 : 97 % dans les 3 jours; 2013/14 : 97 % dans les 3 jours)	67 % des virements électroniques traités en 3 jours
2.7.4 Raccourcissement du délai nécessaire à l'exécution des opérations mensuelles concernant la paie et autres prestations (2011/12 : s.o.; 2012/13 : 95 % des opérations exécutées dans les 5 jours; 2013/14 : 98 % des opérations exécutées dans les 5 jours)	Objectif atteint. 100 % des opérations mensuelles concernant la paie ont été traitées sous 5 jours; toutefois, les états de paie n'ont pas été traités par le Centre de services régional pour la FISNUA au cours de l'exercice considéré.

2.7.5 Augmentation du niveau de satisfaction des clients concernant les services financiers (2011/12 : s.o.; 2012/13 : 70 %; 2013/14 : 80 %)

Selon l'enquête menée par le Centre de services régional en février 2014, 42 % des clients ont déclaré être satisfaits. Ce faible pourcentage s'explique en partie par la restructuration du Centre ainsi que par la transition conduisant à la mise en service d'Umoja qui, au début, a perturbé la prestation de services, d'où le mécontentement des clients. La structure du Centre ne s'articule pas sur les fonctions traditionnelles (ressources humaines et finances), mais plutôt sur des lignes de services multifonctionnelles. Le pourcentage dont il est fait état ici représente une moyenne des pourcentages obtenus pour 3 lignes de services (demandes de remboursement, états de paie et fournisseurs), correspondant principalement à des fonctions financières traditionnelles.

Produits prévus	Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre		Observations
États financiers mensuels de la FISNUA établis conformément aux normes IPSAS	Oui		États financiers mensuels de la FISNUA établis conformément aux normes IPSAS pour la première fois
Règlement de 1 388 demandes de remboursement du personnel	26		Demandes de remboursement satisfaites Le nombre inférieur aux prévisions s'explique par la réduction du nombre des mouvements de personnel.
Paie des traitements de 127 personnes recrutées sur le plan international par l'intermédiaire des services de gestion locale de la paie	Non		Le transfert des fonctions afférentes aux ressources humaines de la FISNUA au Centre de services régional n'a pas été achevé.
Paie des traitements de 89 personnes recrutées sur le plan national par l'intermédiaire des services de gestion locale de la paie	Non		Le transfert des fonctions afférentes aux ressources humaines de la FISNUA au Centre de services régional n'a pas été achevé.
Paie des traitements de 226 membres du personnel en uniforme par l'intermédiaire des services de gestion locale de la paie	Non		Le transfert des fonctions afférentes aux ressources humaines de la FISNUA au Centre de services régional n'a pas été achevé.
Paie des traitements de 31 Volontaires des Nations Unies par l'intermédiaire des services de gestion locale de la paie	Non		Le transfert des fonctions afférentes aux ressources humaines de la FISNUA au Centre de services régional n'a pas été achevé.
Paie des traitements de 75 vacataires travaillant à Entebbe par l'intermédiaire des services de gestion locale de la paie	Non		Au cours de l'exercice considéré, le paiement des traitements des vacataires n'a pas été effectué par l'intermédiaire du Centre de services régional. Des modifications ont été apportées aux modalités de virement et le paiement des vacataires recrutés localement a été traité directement par les missions.

Paielement de 405 fournisseurs

0 Aucun paiement de fournisseur effectué pour la FISNUA

Réalisation escomptée 2.8 : Prestation de services de gestion des ressources humaines bien conçus et efficaces

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès d'effectifs

2.8.1 Attribution rapide des postes vacants aux candidats présélectionnés inscrits sur les listes du Conseil central de contrôle pour le personnel des missions (2011/12 : s.o.; 2012/13 : 98 % des postes vacants attribués dans les 90 jours; 2013/14 : 98 % des postes vacants attribués dans les 90 jours)

Sans objet. En application du rapport du Secrétaire général à l'Assemblée générale (A/67/723, en date du 31 janvier 2013), la fonction de recrutement du personnel des missions a été considérée comme stratégique et, en conséquence, à compter du 15 avril 2013, elle a été transférée du Centre de services régional aux missions clientes.

2.8.2 Réduction du délai d'approbation des prestations et avantages du personnel (2011/12 : s.o.; 2012/13 : s.o.; 2013/14 : 98 % dans les 14 jours)

89 % des prestations et avantages du personnel recruté sur le plan international et sur le plan national ont été approuvés sous 14 jours.

2.8.3 Réduction du délai de traitement des demandes de remboursement de frais de voyage (2011/12 : s.o.; 2012/13 : s.o.; 2013/14 : 98 % des demandes traitées dans les 14 jours)

64 % des demandes de remboursement de frais de voyage ont été traitées sous 14 jours.

2.8.4 Réduction du délai de traitement des primes d'affectation (2011/12 : s.o.; 2012/13 : s.o.; 2013/14 : 98 % des dossiers traités dans les 5 jours)

53 % des primes d'affectation ont été traitées sous 5 jours.

2.8.5 Prorogation des engagements confirmée dans le délai imparti pour prise en compte dans les états de paie (2011/12 : s.o.; 2012/13 : s.o.; 2013/14 : 100 %)

Dans 56 % des cas, la prorogation des engagements (personnel recruté sur le plan national et personnel recruté sur le plan international) a été confirmée dans le délai imparti pour prise en compte dans les états de paie.

2.8.6 Réduction du délai de versement du dernier traitement, pour solde de tout compte, à la cessation de service (2011/12 : s.o.; 2012/13 : s.o.; 2013/14 : 98 % des dossiers traités dans les 30 jours)

Aucun cas de cessation de service au cours de l'exercice considéré

2.8.7 Réduction du délai de délivrance des billets pour les voyages autorisés (2011/12 : s.o.; 2012/13 : s.o.; 2013/14 : 98 % des billets délivrés dans les 7 jours)

90 % des billets pour les voyages autorisés ont été délivrés dans les 7 jours suivant le dépôt de la demande.

2.8.8 Augmentation du nombre de billets délivrés 15 jours avant le départ (2011/12 : s.o.; 2012/13 : s.o.; 2013/14 : 75 %)

Seuls 36 % des billets ont été délivrés 14 jours ou plus avant le départ. Ce faible pourcentage s'explique principalement par de fréquents changements demandés tardivement par des membres du personnel.

2.8.9 Augmentation du degré de satisfaction des clients en ce qui concerne les services de gestion des ressources humaines (2011/12 : s.o.; 2012/13 : 70 %; 2013/14 : 90 %)

Selon l'enquête menée par le Centre de services régional en février 2014, 53 % des clients ont déclaré être satisfaits. Ce faible pourcentage s'explique en partie par la réorganisation de la structure du Centre en lignes de services lors de la première phase de sa restructuration, ainsi que par la mise en service d'Umoja, qui a entraîné des changements et des perturbations temporaires de la prestation de services. La structure du Centre ne s'articule

pas sur les fonctions afférentes aux ressources humaines et aux finances, mais plutôt sur des lignes de services multifonctionnelles. Ce pourcentage représente la moyenne des résultats obtenus pour sept services (intégration des nouvelles recrues, formalités d'enregistrement, prestations et avantages, voyages, indemnités pour frais d'études, prestations de voyage et primes d'affectation) qui exécutent principalement des fonctions traditionnellement afférentes aux ressources humaines.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>		<i>Observations</i>
Publication de 42 avis de vacance de poste ouvert à recrutement international	Non		Sans objet. Comme on l'a noté au paragraphe 2.8.1, le Centre de services régional a transféré la responsabilité de la fonction de recrutement du personnel aux missions clientes.
Prorogation de 208 engagements de fonctionnaire recruté sur le plan national ou international	0		Aucun engagement n'a été prorogé au titre de la FISNUA, que ce soit au plan national sur le plan international. Les prévisions ont de produits ont été faites en partant de l'hypothèse que l'administration du personnel recruté sur le plan national serait transférée des missions clientes au Centre de services régional en décembre 2013. Toutefois, compte tenu de la complexité des modalités d'administration du personnel recruté sur le plan national affecté ailleurs que dans la mission dont il relève, il a été décidé de reporter ce transfert et de faire un nouveau point de la situation à cet égard.
Traitement de 24 demandes de primes d'affectation	0		Aucune demande de prime d'affectation traitée pour la FISNUA
Approbation de 693 prestations et avantages	11 557		Demandes traitées pour l'ensemble des missions clientes. Conformément aux produits prévus, l'administration du personnel recruté sur le plan national devait être transférée des missions clientes au Centre de services régional en décembre 2013. Toutefois, compte tenu de la complexité des modalités d'administration du personnel recruté sur le plan national affecté ailleurs que dans la mission dont il relève, il a été décidé de reporter ce transfert et de faire un nouveau point de la situation à cet égard.
Délivrance de 334 billets d'avion au personnel civil et au personnel en uniforme	464		Billets délivrés au titre de la FISNUA

III. Exécution du budget

A. Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1^{er} juillet 2013 au 30 juin 2014.)

Catégorie de dépenses	Montant alloué (1)	Dépenses (2)	Écart	
			Montant (3) = (1) - (2)	Pourcentage (4) = (3)/(1)
Militaires et personnel de police				
Observateurs militaires	8 650,7	6 829,5	1 821,2	21,1
Contingents	131 382,5	106 593,1	24 789,4	18,9
Police des Nations Unies	927,5	890,0	37,5	4,0
Unités de police constituées	—	—	—	—
Total partiel	140 960,7	114 312,6	26 648,1	18,9
Personnel civil				
Personnel recruté sur le plan international	21 024,0	22 436,7	(1 412,7)	(6,7)
Personnel recruté sur le plan national	1 313,4	1 451,1	(137,7)	(10,5)
Volontaires des Nations Unies	959,4	762,2	197,2	20,6
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	1 649,7	409,0	1 240,7	75,2
Personnel fourni par des gouvernements	—	—	—	—
Total partiel	24 946,5	25 059,0	(112,5)	(0,5)
Dépenses opérationnelles				
Observateurs électoraux civils	—	—	—	—
Consultants	33,0	119,5	(86,5)	(262,1)
Voyages	1 282,9	1 192,5	90,4	7,0
Installations et infrastructures	63 526,1	33 786,7	29 739,4	46,8
Transports terrestres	8 883,3	9 010,8	(127,5)	(1,4)
Transports aériens	56 882,0	38 883,5	17 998,5	31,6
Transports maritimes ou fluviaux	—	126,3	(126,3)	—
Communications	5 427,0	3 033,6	2 393,4	44,1
Informatique	2 984,5	6 306,1	(3 321,6)	(111,3)
Santé	725,8	242,2	483,6	66,6
Matériel spécial	—	—	—	—
Fournitures, services et matériel divers	23 206,8	23 040,2	166,6	0,7
Projets à effet rapide	250,0	250,0	—	—
Total partiel	163 201,4	115 991,4	47 210,0	28,9
Total brut	329 108,6	255 363,0	73 745,6	22,4
Recettes provenant des contributions du personnel	2 082,7	1 815,3	267,4	12,8
Total net	327 025,9	253 547,7	73 478,2	22,5
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	—	—	—	—
Total	329 108,6	255 363,0	73 745,6	22,4

B. Ressources financières du Centre de services régional d'Entebbe

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Montant alloué (1)	Dépenses (2)	Écart	
			Montant (3) = (1) - (2)	Pourcentage (4) = (3)/(1)
Personnel civil				
Personnel recruté sur le plan international	—	—	—	—
Personnel recruté sur le plan national	—	—	—	—
Volontaires des Nations Unies	—	—	—	—
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	—	—	—	—
Total partiel	—	—	—	—
Dépenses opérationnelles				
Consultants	23,3	6,2	17,1	73,4
Voyages	13,1	11,8	1,3	9,9
Installations et infrastructures	464,9	19,3	445,6	95,8
Transports terrestres	10,6	2,1	8,5	80,2
Transports aériens	—	—	—	—
Communications	—	—	—	—
Informatique	79,8	35,8	44,0	55,1
Santé	83,8	42,0	41,8	49,9
Matériel spécial	5,4	3,6	1,8	33,3
Fournitures, services et matériel divers	6,8	2,5	4,3	63,9
Total partiel	687,7	123,3	564,4	82,1
Total brut	687,7	123,3	564,4	82,1
Recettes provenant des contributions du personnel	—	—	—	—
Total net	687,7	123,3	564,4	82,1
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	—	—	—	—
Total	687,7	123,3	564,4	82,1

57. La sous-utilisation des crédits au titre des dépenses opérationnelles s'explique par le fait que les projets de construction prévus pour l'exercice 2013/14 n'ont pas été exécutés en raison de difficultés logistiques et de retards intervenus dans la procédure d'achat.

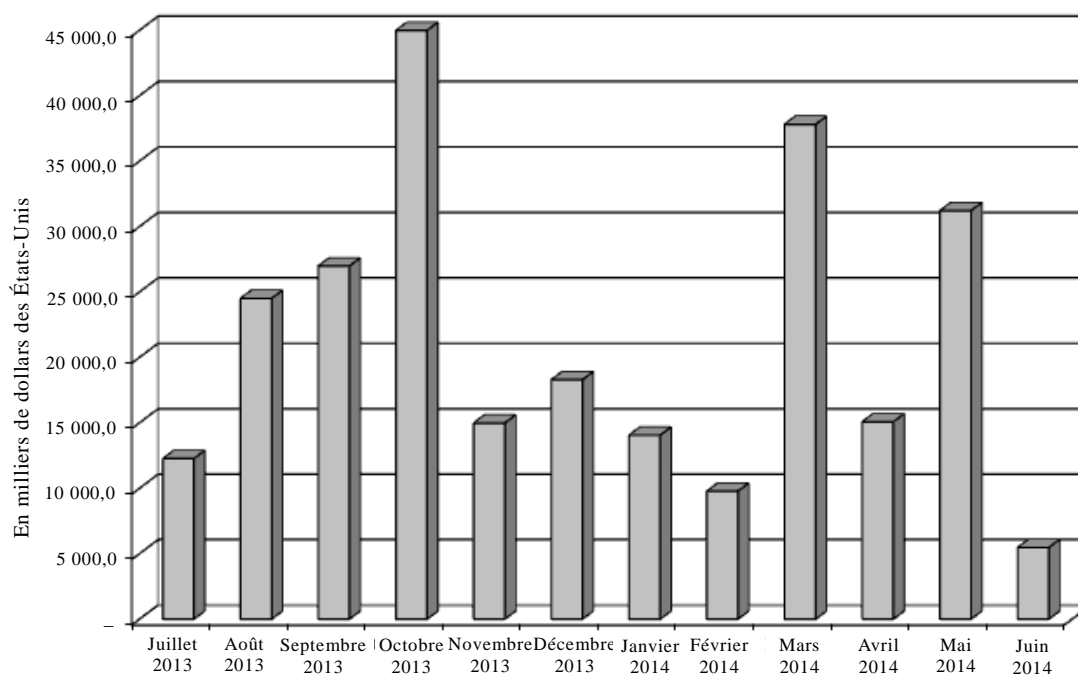
C. Récapitulatif des réaffectations de ressources

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Répartition initiale du montant approuvé</i>	<i>Montants réaffectés</i>	<i>Répartition révisée</i>
I. Militaires et personnel de police	140 960,7	(1 165,0)	139 795,7
II. Personnel civil	24 946,5	1 110,7	26 057,2
III. Dépenses opérationnelles	163 201,4	54,3	163 255,7
Total	329 108,6	–	329 108,6
Pourcentage de réaffectations			0,4

58. Les ressources réaffectées au profit de la catégorie II (Personnel civil) ont servi à couvrir les dépassements de crédit liés à un taux d'occupation des postes plus élevés que prévu pour le personnel recruté sur le plan international et le personnel national. Ces ressources ont pu être réaffectées de la catégorie I car les activités du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière ont été suspendues et que seule une capacité opérationnelle initiale a été maintenue, avec un déploiement minimal sur les sites du Mécanisme.

D. Évolution des dépenses mensuelles



59. Les dépenses les plus élevées ont été enregistrées en octobre 2013, mars 2014 et mai 2014. Les versements trimestriels effectués au titre du matériel appartenant aux contingents et du personnel militaire sont en partie responsables des pics enregistrés en octobre 2013 et mars 2014 et les prévisions d'engagement de

dépenses au titre du remboursement du coût des contingents jusqu'à la fin de l'exercice budgétaire ont été comptabilisées en mai 2014.

E. Autres recettes et ajustements

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Montant</i>
Intérêts créditeurs	647,6
Recettes diverses ou accessoires	45,8
Ajustements sur exercices antérieurs	—
Annulation d'engagements d'exercices antérieurs	8 028,2
Total	8 721,6

F. Matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome

En milliers de dollars des États-Unis

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>Dépenses</i>
Matériel majeur	
Contingents	20 218,8
Unités de police constituées	—
Total partiel	20 218,8
Soutien logistique autonome	
Contingents	15 337,1
Unités de police constituées	—
Total partiel	15 337,1
Total	35 555,9

<i>Facteurs approuvés pour la mission</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Date d'entrée en vigueur</i>	<i>Date du dernier examen</i>
A. Facteurs applicables à la zone de la mission			
Contraintes du milieu	2,6	27 juin 2011	—
Usage opérationnel intensif	3,8	27 juin 2011	—
Actes d'hostilité ou abandon forcé	3,3	27 juin 2011	—
B. Facteurs applicables aux pays d'origine			
Différentiel de transport	0,00		

G. Montant des contributions non budgétisées

En milliers de dollars des États-Unis

<i>Catégorie</i>	<i>Valeur</i>
Contributions prévues par l'accord sur le statut des forces ^a	395,2
Contributions volontaires en nature (non budgétisées)	–
Total	395,2

^a Valeur estimative de parcelles situées à Abyei, Gok Machar et Kadugli, des terrains sur lesquels sont installés les bases opérationnelles de compagnie, ainsi que du montant des redevances aéroportuaires des taxes d'embarquement et de débarquement, et des droits d'atterrissage aux aéroports.

IV. Analyse des écarts¹

	<i>Écart</i>	
Observateurs militaires	1 821,2	21,1 %

60. Le solde inutilisé tient, pour l'essentiel, au fait que le nombre d'observateurs militaires déployés a été moins élevé que prévu, et ce, essentiellement pour deux raisons, à savoir : la suspension des activités du Mécanisme conjoint, seule une capacité opérationnelle initiale étant maintenue, avec un déploiement minimal sur les sites du Mécanisme; la difficulté d'obtenir des visas d'entrée pour les observateurs militaires venus d'autres pays que l'Éthiopie. En outre, les observateurs militaires ont été relevés en juillet 2014 et non en juin 2014 comme prévu dans le budget, ce qui a induit une réduction des dépenses comptabilisées pendant l'exercice 2013/14. Cette sous-utilisation des crédits a été en partie compensée par l'augmentation des dépenses requises pour que le niveau de confort des logements fournis aux observateurs militaires soit conforme aux prévisions budgétaires.

	<i>Écart</i>	
Contingents	24 789,4	18,9 %

61. L'existence d'un solde inutilisé est largement due à une sous-utilisation des crédits au titre des rations, en partie parce que le stock en boîtes de rations de l'exercice précédent a partiellement répondu aux besoins en 2013/14, et en partie parce que le nombre de boîtes consommées a été inférieur aux prévisions. En outre, les contingents se sont déployés plus lentement que prévu vers les secteurs du Mécanisme conjoint du fait de considérations politiques et relatives à la sécurité. La Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (FISNUA) a continué de prêter appui à l'entrée en activité du Mécanisme conjoint, mais seule une capacité opérationnelle initiale constituée d'observateurs et de troupes de protection de la Force a été maintenue au cours de l'exercice avec un déploiement minimal. En

¹ Les écarts, dont le montant est exprimé en milliers de dollars des États-Unis, sont analysés lorsqu'ils atteignent ± 5 % ou 100 000 dollars.

outre, les contingents ont été relevés en juillet 2014 et non en juin 2014 comme prévu dans le budget, ce qui s'est traduit par une diminution des dépenses comptabilisées au cours de l'exercice 2013/14.

	<i>Écart</i>	
Personnel recruté sur le plan international	(1 412,7)	(6,7 %)

62. Le dépassement de crédits s'explique principalement par le fait que les taux de vacance de postes effectifs ont été moins élevés que prévu; il a été en partie compensé par une sous-utilisation des crédits au titre des contributions du personnel et de la prime de danger.

	<i>Écart</i>	
Personnel recruté sur le plan national	(137,7)	(10,5 %)

63. Le dépassement des crédits s'explique, pour l'essentiel, par le fait que les taux de vacance de postes effectifs ont été moins élevés que prévu pour les agents recrutés sur le plan national; il a été en partie compensé par le fait que le taux de vacance de postes a été plus élevé que prévu pour les agents recrutés sur le plan national.

	<i>Écart</i>	
Volontaires des Nations Unies	197,2	20,6 %

64. Le solde inutilisé résulte, pour l'essentiel, du fait que le montant moyen des dépenses par volontaire au titre de l'indemnité de réinstallation, des congés dans les foyers, de la prime de danger, de la formation et de l'assurance a été moins élevé que prévu, comme l'a été le taux d'occupation des postes, du fait des difficultés que la mission a rencontrées en 2013/14 pour obtenir des visas pour les Volontaires des Nations Unies.

	<i>Écart</i>	
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	1 240,7	75,2 %

65. Le solde inutilisé tient pour l'essentiel au fait que le taux moyen de vacance de postes a été plus élevé que prévu, car la mission a eu des difficultés à obtenir des réponses positives de la part de candidats qualifiés pendant une grande partie de l'exercice 2013/14.

	<i>Écart</i>	
Consultants	(86,5)	(262,1 %)

66. Le dépassement des crédits tient pour l'essentiel aux capacités supplémentaires dont la mission a eu besoin pendant une période limitée pour assurer une coordination efficace des tâches liées au passage aux normes IPSAS et à la mise en service d'Umoja, ainsi qu'au recrutement temporaire d'un consultant

affecté à l'équipe internationale chargée d'enquêter sur les circonstances de l'assassinat du Chef suprême des Ngok Dinka survenu le 4 mai 2013.

	<i>Écart</i>	
Voyages	90,4	7,0 %

67. Le solde inutilisé tient pour l'essentiel au fait que le nombre de voyages effectués au titre de la formation a été moins élevé que prévu, car les stages de formation prévus pendant la période considérée ont débuté en retard et qu'ils manquaient de personnel d'appui. Le nombre moins élevé de voyages a été en partie compensé par des dépenses plus importantes au titre des voyages ne relevant pas de la formation, organisés pour déployer des agents sur d'autres sites de la mission, soit en renfort, soit à titre provisoire en attendant l'obtention de visas.

	<i>Écart</i>	
Installations et infrastructures	29 739,4	46,8 %

68. Le solde inutilisé tient principalement aux retards accumulés dans la mise en œuvre du programme de construction prévu. L'essentiel des activités de construction conduites en 2013/14 a porté sur des projets qui avaient débuté en 2012/13. Certains projets, notamment les travaux d'aménagement des sites des postes de commandement de secteur du Mécanisme conjoint, ont été achevés en interne au lieu d'être sous-traités comme prévu. Les activités d'approvisionnement de nombreux projets imputés sur le budget de l'exercice 2013/14 étaient en cours à la fin de l'exercice, ce qui devrait entraîner des dépenses pendant l'exercice 2014/15. Les dépenses ont aussi été moins élevées que prévu pour les services d'entretien, en partie parce que des modifications ont été apportées à la comptabilisation des dépenses au titre des vacataires, ainsi que du carburant et des lubrifiants, mais surtout en raison du déploiement limité de personnel, et donc de générateurs sur les sites du Mécanisme conjoint.

	<i>Écart</i>	
Transports terrestres	(127,5)	(1,4 %)

69. Le dépassement de crédits s'explique principalement par l'achat de matériel lourd supplémentaire destiné à faciliter l'exécution en interne de projets de construction et d'assainissement sans faire appel comme prévu à des sous-traitants. Il a été en partie compensé par une sous-utilisation des crédits au titre des réparations et de l'entretien du fait de la difficulté de trouver un prestataire qui accepte de travailler à Abyei.

	<i>Écart</i>	
Transports aériens	17 998,5	31,6 %

70. L'écart résulte principalement de la résiliation du contrat relatif aux Mi-26 en octobre 2013 et du non-remplacement d'un contrat relatif aux Mi-8 lorsque celui-ci a expiré en février 2014. En outre, trois hélicoptères tactiques n'ont pas été déployés

car la voie de circulation qui devait être construite à l'aéroport de Malakal n'a pas été terminée pendant l'exercice.

	<i>Écart</i>	
Transports maritimes ou fluviaux	(126,3)	– %

71. Les dépenses relatives à l'achat de conteneurs maritimes ont été inscrites dans la rubrique des transports maritimes ou fluviaux en application du nouveau plan comptable, mais les crédits ont été portés à la rubrique des installations et infrastructures conformément à l'ancien plan comptable. Ces conteneurs ont été achetés pour archiver des documents concernant les ressources financières et humaines.

	<i>Écart</i>	
Communications	2 393,4	44,1 %

72. Le solde inutilisé résulte en grande partie de la sous-utilisation des crédits au titre des communications assurées par réseaux commerciaux, ainsi que des services par satellite et des services mobiles. En outre, certaines dépenses, notamment celles relatives aux services d'accès à Internet, étaient auparavant inscrites à la rubrique des communications et sont désormais comptabilisées dans celle de l'informatique en application du nouveau plan comptable.

	<i>Écart</i>	
Informatique	(3 321,6)	(111,3%)

73. Le dépassement de crédits tient pour l'essentiel à l'achat de matériel supplémentaire, notamment de dispositifs de stockage, d'ordinateurs portables et de matériel pour le système d'information géographique. La plupart du matériel informatique de la mission provenait de la MINUS et a dû être remplacé d'urgence. En outre, certaines dépenses, notamment celles relatives aux services d'accès à Internet, étaient auparavant inscrites dans la rubrique des communications et sont maintenant comptabilisées dans celle de l'informatique en application du nouveau plan comptable.

	<i>Écart</i>	
Santé	483,6	66,6 %

74. L'écart est principalement dû au fait que la mission a utilisé ses transports aériens pour les évacuations médicales au lieu de faire appel à des transporteurs commerciaux, ainsi qu'à une sous-utilisation des crédits au titre des fournitures et services médicaux.

	<i>Écart</i>	
Fournitures, services et matériel divers	166,6	0,7 %

75. Le solde inutilisé est pour l'essentiel dû au fait que les dépenses au titre des activités de détection et d'élimination des mines ont été moins élevées que prévu, le Mécanisme conjoint n'ayant mis en place qu'une capacité opérationnelle initiale : sur les 10 équipes prévues d'appui aux patrouilles du Mécanisme conjoint, seules 5 ont été déployées. Le solde inutilisé a été en partie compensé par les dépenses relatives aux vacataires, qui ont été regroupées et comptabilisées dans cette rubrique en application du nouveau plan comptable, au lieu d'être ventilées et comptabilisées dans des rubriques telles que celles des services d'entretien et de sécurité, conformément à l'ancien plan comptable.

V. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre

76. En ce qui concerne le financement de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei, il conviendrait que l'Assemblée générale :

a) Se prononce sur l'affectation du solde inutilisé de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2013 au 30 juin 2014, soit 73 745 600 dollars;

b) Se prononce sur l'affectation des autres recettes et ajustements de l'exercice clos le 30 juin 2014, qui s'élèvent à 8 721 600 dollars et proviennent des intérêts créditeurs (647 600 dollars), des recettes diverses ou accessoires (45 800 dollars) et de l'annulation d'engagements d'exercices antérieurs (8 028 200 dollars).

VI. Récapitulatif des demandes et recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires approuvées par l'Assemblée générale et des recommandations du Comité des commissaires aux comptes

A. Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

(A/67/780/Add.18)

<i>Demande</i>	<i>Mesures prises</i>
<p>Le Comité consultatif note que le taux des projets de construction exécutés par la mission a été faible au cours des exercices 2011/12 et 2012/13 (voir également par. 5 et 12). Il recommande donc que l'augmentation des ressources demandée au titre des services de construction ne soit pas approuvée, le montant devant être maintenu au même niveau que pour l'exercice 2013/14 (10 953 800 dollars). Si des ressources supplémentaires devaient être nécessaires au titre des services de construction pour l'exercice 2013/14, il faudrait l'indiquer dans le rapport sur l'exécution du budget (par. 39).</p>	<p>Aucune ressource supplémentaire n'a été nécessaire. Au cours de l'exercice, la mission a progressé dans l'exécution des projets restant à mettre en œuvre de l'exercice 2012/13 en faisant appel à des prestataires externes, tout en réalisant les projets prévus dans le budget de l'exercice 2013/14, comme la modernisation de l'hélistation d'Abyei, la rénovation du camp de Kadugli et la préparation du chantier de Gok Machar.</p> <p>Ces derniers projets ont été menés à bien par des prestataires locaux sous la supervision du personnel recruté sur le plan international. Les travaux de construction réalisés en 2013/14 ont permis le déploiement des contingents dans deux secteurs du Mécanisme : Kadugli et Gok Machar.</p> <p>La mission a également entrepris la construction d'un camp d'une capacité de 240 personnes pour la nouvelle base opérationnelle de compagnie de Tajalei. À la fin de l'exercice, le camp était partiellement achevé et pouvait déjà accueillir 140 membres des contingents.</p>
<p>Le Comité consultatif compte que la mission fera tous les efforts voulus pour respecter les coefficients standard applicables en matière d'informatique, et que tout dépassement sera justifié dans le rapport sur l'exécution du budget (par. 41).</p>	<p>La mission a gardé cette recommandation à l'esprit et a cherché à limiter l'acquisition de nouveau matériel à ce qui était strictement essentiel et mis en place un programme de comptabilisation en pertes pour répondre à la nécessité de respecter les coefficients applicables.</p>

(A/68/782/Add.17)

<i>Demande</i>	<i>Mesures prises</i>
<p>Le Comité consultatif souligne que le coût des services, du matériel et du personnel doit être pris en charge par la mission où l'activité se déroule (la mission d'accueil) et non par la mission d'origine. Il est également d'avis que le coût des services, du matériel et du personnel transférés devrait être imputé à la mission d'accueil à compter de la date du transfert.</p> <p>En conséquence, le Comité consultatif recommande que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général de présenter dans son prochain rapport sur le financement de la MINUSS, ainsi que dans les rapports sur l'exécution du budget de la MINUSS et des missions d'envoi (MONUSCO, MINUAD, FISNUA, ONUCI, MINUL et MINUSTAH) pour l'exercice 2013/14, des informations claires et transparentes sur les services, le matériel et le personnel qui ont été fournis à la MINUSS par d'autres missions en 2013/14 et les frais de recouvrement des coûts correspondants (par. 17).</p>	<p>Au cours de l'exercice, la FISNUA n'a pas apporté d'appui à la MINUSS dans le cadre des accords de coopération intermissions.</p>

B. Comité des commissaires aux comptes

[A/68/5 (Vol. II)]

<i>Recommandation</i>	<i>Suite donnée</i>
<p>Comptabilisation en pertes et transfert de matériel de missions liquidées</p> <p>Le Comité recommande à l'Administration : a) de hâter la passation en pertes des biens restés dans les missions liquidées et de procéder à la réforme complète de ce matériel d'ici à la fin de l'exercice 2013/14; b) de renforcer la gestion des biens transférés en identifiant promptement l'entité responsable des pertes ou dommages survenus en cours de transport (par. 26).</p>	<p>La mission souscrit à cette recommandation. Elle a poursuivi ses activités de comptabilisation en pertes au cours de l'exercice 2013/14. Au 30 juin 2014, elle avait comptabilisé en pertes 1 382 biens dépréciés ou obsolètes, soit 24,9 % du nombre total des biens hérités de la MINUS. Le travail d'évaluation et de comptabilisation en pertes des anciens biens de la MINUS se poursuivra en 2014/15.</p> <p>S'agissant de la mise en œuvre de l'alinéa a) de la recommandation, en dépit de tous ses efforts, la mission n'a pas été mesure de procéder à la liquidation totale des biens comptabilisés en pertes au cours de la période considérée. L'explication tient en 2 éléments principaux : la situation de sous-effectif et l'absence de décharge dans l'espace sécurisé à Abyei comme à Kadugli. Au total, 995 des biens comptabilisés en pertes doivent encore être liquidés.</p>

Recommandation

Suite donnée

En ce qui concerne la mise en œuvre de l'alinéa b) de la recommandation, la mission a continué de veiller à ce que la Section de la gestion du matériel consulte et le Groupe du contrôle des mouvements et la Section des achats afin d'identifier promptement l'entité responsable des pertes ou dommages survenus en cours de transport. Elle a mis à jour ses instructions permanentes au regard de la mise en place du nouveau progiciel de gestion intégré (établissement des rapports sur les écarts d'inventaire au moyen d'Umoja, par exemple).
